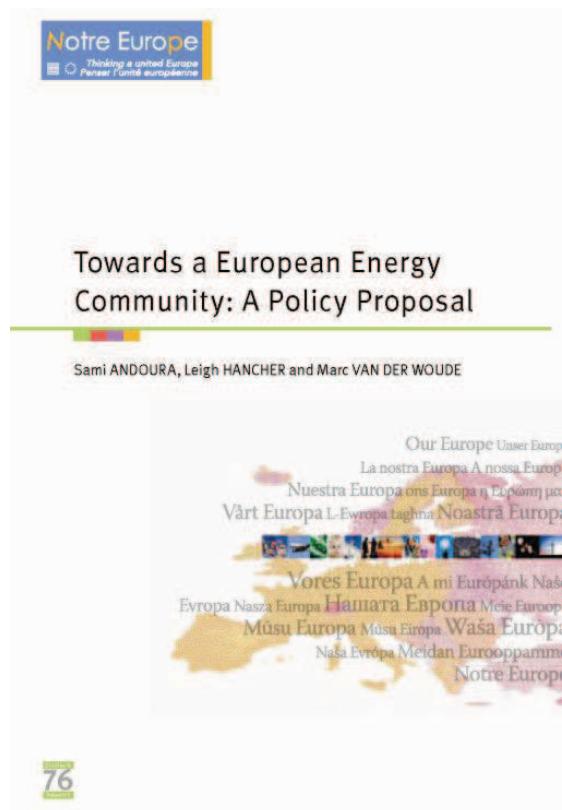


REVUE DE PRESSE

**« Pour une communauté européenne de l'énergie :
une proposition politique »**



Apparitions médiatiques

2010-2012

Contact Presse :

Stéphanie Baz, Responsable Communication, Conseillère Presse de Jacques Delors
sbaz@notre-europe.eu, 00 33 144 58 97 84

“Vers une communauté européenne de l’énergie: une proposition politique”

Le rapport :

Afin de développer la proposition de Jacques Delors de relancer la construction européenne par la création d'une Communauté de l'énergie, *Notre Europe* a publié le 1^{er} avril 2010, un rapport intitulé « Vers une communauté européenne de l'énergie : une proposition politique ». Fruit des travaux menés par le Groupe de réflexion, composé d'experts européens de haut niveau, mis sur pied par *Notre Europe*, en vue d'étudier la faisabilité d'une Communauté européenne de l'énergie, ce rapport a été rédigé par Marc van der Woude, Leigh Hancher et Sami Andoura (rapporteur).

Ce rapport, qui a connu un succès immédiat, développe la proposition de Jacques Delors de relancer la construction européenne par la création d'une Communauté de l'énergie, et étudie la faisabilité d'une Communauté européenne de l'énergie.

Présentation officielle et Déclaration commune :



Le 5 mai 2010, au Parlement Européen Jerzy Buzek, Président du Parlement européen, et Jacques Delors, ancien Président de la Commission, Président fondateur de *Notre Europe*, ont présenté conjointement une déclaration commune pour initier la création d'une communauté européenne de l'énergie.

A cette occasion, le rapport publié par *Notre Europe* a été présenté par le président du think tank, monsieur Tommaso Padoa-Schioppa et par ses auteurs, Marc van der Woude, Leigh Hancher et Sami Andoura (rapporteur) devant une salle remplie de parlementaires, d'experts et de médias.

Tommaso Padoa-Schioppa a rappelé en introduction que depuis 25 ans la politique énergétique est fondée sur deux composantes essentielles : la création d'un marché et la prise en compte d'aspects environnementaux. Toute politique énergétique a un pied dans l'économie et un pied dans la stratégie. L'élément stratégique fondamental et le développement de la politique énergétique confère à l'Union un rôle essentiel pour la partie économique mais pas pour le volet stratégique.

Depuis 2010 :



Jacques Delors et Jerzy Buzek, alors Président du Parlement européen, lance le projet en 2010

Depuis son lancement officiel en 2010, l'idée de communauté européenne de l'énergie a été plébiscitée par de nombreuses personnalités et reprise dans de nombreux médias. Il s'agit d'un des rapports les plus téléchargés du think tank *Notre Europe-Institut Jacques Delors*. Jacques Delors en personne porte ce projet publiquement à chaque fois que l'occasion se présente.

31 janvier 2012 : Conférence et Déclaration commune de Jacques Delors et Staffan Nillson :

« La politique énergétique a besoin de plus d'Europe : appel pour une Communauté européenne de l'énergie »

L'union européenne sur la voie d'une communauté européenne de l'énergie

Le Comité économique et social européen (CESE) et Notre Europe ont entrepris de joindre leurs forces afin d'élaborer plus avant, sur la base d'une initiative de Notre Europe, une proposition d'envergure qui plaide en faveur d'une Communauté européenne de l'énergie. C'est ainsi qu'ils ont déterminé les objectifs clés et propositions d'actions qu'il convient de déployer sur-le-champ au sein de l'UE.

Le 31 janvier 2012 une conférence a été organisée à Bruxelles et une déclaration commune a été signée en février de la même année. Intitulé «Relevons ensemble les défis énergétiques grâce à une Communauté européenne de l'énergie» ce texte, signé par Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne et Staffan Nillson, président du Comité économique et social européen a été publié dans de nombreux médias européens.



Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne et Staffan Nillson, président du Comité économique et social européen

SOMMAIRE

Sélection de parution dans les médias
2010- 2012

PRESSE ECRITE ET AGENCE DE PRESSE :

France :

Le Figaro : 06/04/10 ; 9/04/10 et 20/04/10

Agence Europe - Le Bulletin quotidien : 01/04/10 ; 06/04/10 et 09/06/10

AFP

La Tribune : 7, 8 et 9 mai 2010

La lettre A : 02/04/10

Armor Magazine : Avril 2010

Europolitics : 06/04/2010, 05/06/10 et 06/05/10

Europe :

La Stampa (Italie) : 30/06/2010

Citta di Genova (Italie) : 06/05/2010

24h (Suisse) : 05/05/2010

Europe nu (Pays-Bas)

Science guide (Pays-Bas)

Rp.pl (Pologne)

Revue de presse

Ends Europe (Belgique)

Rebecca Harms (Allemagne)

Kitekinto.eu (Hongrie)

PRESSE AUDIOVISUELLE :

BFMTV : 9 mai 2010 Jacques Delors dans l'émission « La faute à Bruxelles »

PRESSE EN LIGNE:

Eu.Observer : 05/05/2010

Euractiv.fr : 06/04/10 et 24/06/2010

Eurativ.com et Euractiv.de: 06/04/2010

Euractiv.pl : 06/05/2010

European Energy Review: Let's get together: avril 2010

Fondation Robert Schuman : 12/04/2010

ActuPolitique.net : 02/04/2010

Romandie news

Fondation européenne pour le Développement durable des régions : 06/04/2010

MSN

Capacity

Publics.bg: 12/04/2010

European Tribune: 21/04/2010

ISN : 22/04/2010

Infomediu.eu : 27/04/2010

Euros du village : 01/06/2010

Site du Parlement Européen : 03/06/2010

Site des Verts européens

Penki News: 04/06/2010

Fenêtre sur l'Europe: 04/06/2010

BLOGS:

Blog Le Figaro « Géopolitique » de Pierre Rousselin : 19/04/2010

Blog : General business : 06/04/2010

Overblog: avril 2010

Eu.Energy Policy Blog : 01/04/2010

Chillin'Competition : 14/04/2010

Blog Sahara Green: 21/04/10

Blog de Gilles Pargnieux: 07/06/2010

Blog Facultas Sustainable Development Ressources: juin 2010

PRESSE ECRITE ET AGENCES DE PRESSE



ScienceGuide



ENDS Europe

rebecca-harms.de



L'Europe doit réduire sa dépendance gazière

Mots clés : gaz, nord stream, EUROPE, RUSSIE, GAZPROM

Par Fabrice Nodé-Langlois

06/04/2010 | Mise à jour : 08:24 Réagir



Une maquette de gazoduc présentée aux visiteurs sur le stand de Nord Stream au salon de Hanovre, en 2007. Crédits photo : ASSOCIATED PRESS

À quatre jours du lancement du chantier du gazoduc russe Nord Stream, un rapport dénonce l'emprise de Gazprom sur le Vieux Continent.

Le président russe Dmitri Medvedev en personne a prévu d'assister à la cérémonie. Vendredi, le gazoduc de la Baltique, Nord Stream, porté par la compagnie russe Gazprom, passera enfin du stade de projet à celui de chantier. La première pierre du futur tube sous-marin long de 1200 km sera posée à Vyborg, sur les rives du golfe de Finlande, à une centaine de kilomètres de Saint-Pétersbourg. Nord Stream devrait fournir, dès 2013, 55 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, directement acheminés en Allemagne. Gérard Mestrallet, le président de GDF Suez participera à la cérémonie. Le groupe français est partie prenante au projet dont il doit incessamment devenir actionnaire du consortium avec 9% du capital.

«Nord Stream est un élément clé de la sécurité d'approvisionnement, sans aucun pays de transit», se félicitait Gérard Mestrallet début mars à l'occasion de la visite à Paris de Dmitri Medvedev. Le gazoduc de la Baltique permettra en effet à la Russie de livrer l'Europe (qui représente 80% de ses exportations gazières) en contournant l'Ukraine, pays de transit dont la relation a été conflictuelle avec Moscou jusqu'à l'élection en

février du président prorusse Viktor Ianoukovitch. Nord Stream permet aussi d'éviter l'autre route d'exportation, via la Biélorussie -allié capricieux- et la Pologne.

Lors de la visite du président russe en France, Gérard Mestrallet s'était réjoui de la relation historique de GDF établie avec Gazprom depuis trente-cinq ans et des contrats de fournitures sécurisés jusqu'en 2030. Mais tout le monde à Paris ne partage pas cette vision idyllique de la relation avec la Russie, premier exportateur mondial de gaz naturel. «L'Europe est dramatiquement dépendante» pour son gaz, s'alarme Christian Stoffaës, président du conseil du Centre d'études prospectives et d'information internationale (Cepii), qui vient de rédiger un rapport sur le sujet pour le compte du Conseil d'analyse stratégique, organisme rattaché à Matignon. Si le document de 145 pages dresse un constat largement établi de la vulnérabilité européenne pour son approvisionnement en gaz naturel, Christian Stoffaës l'a assorti de commentaires pas toujours diplomatiques en le présentant vendredi dernier. Le risque associé à la dépendance n'est pas celui de la rupture d'approvisionnement, analyse Stoffaës, mais celle-ci «pèse sur la mentalité des Européens et crée des tensions». L'Europe importe actuellement 60% de ses besoins en gaz, dont 25% à la Russie. L'épuisement des champs de la mer du Nord et la croissance de la demande devrait accentuer cette dépendance. Christian Stoffaës déplore sans fard le recrutement par «les fournisseurs» d'anciens dirigeants européens, allusion à l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder, devenu président du conseil des actionnaires de Nord Stream. «Les importateurs sont sous le chantage de Gazprom mais ne veulent pas non plus des bureaucrates de Bruxelles», assène encore l'auteur du rapport. L'ancien directeur de la prospective d'EDF estime qu'à la faveur des crises ukrainiennes de 2006 et surtout de janvier 2009, où le robinet fut réellement fermé, la prise de conscience de la nécessité d'actions communes du Vieux Continent gagne peu à peu.

«Une vraie force de négociation»

Le rapport Stoffaës préconise, parmi six recommandations, la création d'une centrale d'achat européenne. Il reprend une idée défendue par Nicolas Sarkozy dans son discours du 5mai 2009 à Nîmes: «Je veux porter l'idée d'une centrale européenne d'achat du gaz pour que l'Europe ait une vraie force de négociation face à ses fournisseurs.» Jacques Delors, l'ancien président de la Commission, dont Christian Stoffaës est proche, vient d'appeler, avec les mêmes objectifs d'indépendance stratégique, à la création d'une Communauté européenne de l'énergie, en préambule d'un rapport publié par son cercle de réflexion Notre Europe. Le fait est que «les vendeurs font la condition de la vente», **reconnaissait récemment Jean-François Cirelli, le vice-président de GDF Suez.** Christian Stoffaës en est convaincu: même si le processus prend des années, «s'il y a une volonté politique, les compagnies seront contentes d'être moins dépendantes de Gazprom».



Par Fabrice Nodé-Langlois



- **lefigaro.fr**, 09/04/2010 à 10:15 - 3608 signes
- Nodé-Langlois, Fabrice
- Matières premières, Bourse

L'énergie, le nouveau combat européen de Jacques Delors

C'est un «retour aux fondamentaux», comme disent les politiques aujourd'hui. Afin de relancer la construction en panne d'une Europe à Vingt-Sept, il faut un projet commun, comme le fut à l'origine (1951) la communauté du charbon et de l'acier (la Ceca). Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne (1985-1994) est reparti au combat. Son credo: bâtir une communauté européenne de l'énergie.

L'appel de «Notre Europe»

Le club de réflexion «Notre Europe», fondé par Jacques Delors, a publié le 1er avril un rapport intitulé «Vers une communauté européenne de l'énergie: une proposition de politique». En introduction de ce document issu d'une réflexion collective, rédigé par trois auteurs, Sami Andoura, Leigh Hancher et Marc Van der Woude, Jacques Delors pose une question: «L'Europe jouera-t-elle un rôle dans la prochaine révolution industrielle, ou se contentera-t-elle de suivre?». La révolution industrielle en question est l'émergence de sources d'énergies décarbonées. Les Etats-Unis, la Chine ou encore la Corée du Sud sont déjà largement investis dans cette mutation.

-L'objectif. Le rapport ne mentionne pas d'emblée de justification écologique et climatique. Avant tout, l'Europe a besoin d'une politique commune de l'énergie pour garantir à ses citoyens une énergie à des prix raisonnables et stables.

-Une philosophie. Le social démocrate Delors remet l'Etat au cœur de son schéma. Le réseau énergétique doit être modernisé et construit à l'échelle du Vieux continent et forcément avec le concours de fonds publics. La diversification du bouquet énergétique doit être encouragée par les Etats.

La feuille de route de Delors

-La communauté européenne de l'énergie pourrait se construire avec les seuls Etats volontaires. Le modèle d'une Europe à géométrie variable a été adopté pour lancer l'espace Schengen et l'euro. Il a le mérite de permettre aux Etats les plus volontaristes d'avancer sans être freinés par les plus réticents et sans entraîner ces derniers contre leur gré.

-L'une des actions prioritaires, pour poser les premières briques de cette nouvelle CEE serait de créer une ou plusieurs centrales d'achat de gaz. Ces organismes pèseraient lourd face aux pays vendeurs qui pour l'instant dictent leurs conditions à leurs clients.

-Le rapport préconise aussi la création d'un «Fonds énergie» destiné à financer les nouvelles technologies et les énergies renouvelables.

A 85 ans, Jacques Delors, sait bien que ce chantier de l'Europe de l'énergie sera de longue haleine. Mais comme le remarque Christian Stoffaës, l'un de ses proches et auteur d'un rapport tout récent sur la dépendance gazière de l'Europe (*), la panique suscitée par les crises est accélératrice de réformes.

«Etre libéré de l'insécurité énergétique réduit les sources de conflits. Et la paix est l'essence même de l'Europe», conclut le rapport.

>> Le rapport (en anglais) peut-être téléchargé sur le site de Notre Europe:
<http://www.notre-europe.eu/>

>> (*) [Le rapport du Centre d'analyse stratégique sur « la sécurité gazière de l'Europe » dirigé par Christian Stoffaës](#)

A surveiller dans les prochaines semaines :

Les suites médiatiques et politiques de la proposition de Jacques Delors.



Burqa : l'Élysée pour une interdiction totale

Dans l'entourage du chef de l'État, on affirme que Nicolas Sarkozy est favorable à une interdiction totale de la burqa sur le territoire national. Le président de la République souhaite que ce texte mette particulièrement en avant « *le principe du respect de la dignité de la femme* » (malgré les réserves sur cette motivation récemment exprimées par le Conseil d'État), et non l'impératif de maintien de l'ordre public.

Le Medef et le volcan

Face à la paralysie du trafic aérien, qui met en difficulté des centaines d'entreprises, le patronat s'essaye à l'humour. « *Grâce au volcan, on teste la décroissance* », grince la présidente du Medef, Laurence Parisot, en allusion à la doctrine des mouvements écologistes les plus intransigeants. « *C'est la vengeance des dieux sur la manière dont l'Islande a géré sa dette* », interprète de son côté son homologue de l'Afep (grandes entreprises), Maurice Lévy.

Pour une Communauté européenne de l'énergie

 Les États généraux de l'Europe ont repris une proposition de Jacques Delors (photo) visant à créer une Communauté européenne de l'énergie, soixante ans après la déclaration Schuman du 9 mai 1950, acte fondateur de la CECA. Guillaume Klossa, fondateur des États généraux, et José Manuel Barroso, président de la Commission, ont ouvert la troisième édition de la rencontre, qui, malgré l'éruption du volcan islandais, a réuni ce week-end à Strasbourg quelque deux mille personnes à l'initiative des ONG EuropaNova, Notre Europe et le Mouvement européen.

Procédure pénale : Vallini consulte

 André Vallini (photo), député socialiste de l'Isère, avocat et ancien président de la commission parlementaire sur Outreau, se prépare au débat parlementaire sur la réforme de la procédure pénale en consultant de nombreux spécialistes. Après avoir déjeuné à l'Assemblée nationale avec l'avocat Jacques Vergès et l'ancien président du Conseil constitutionnel Roland Dumas - peu favorable au maintien du juge d'instruction -, André Vallini s'apprête à recevoir, toujours à l'Assemblée, le juge Renaud Van Ruymbeke.

Grand Paris : une nouvelle gare à Versailles ?

Parmi les centaines de projets imaginés dans le cadre du Grand Paris, figure la création d'une nouvelle gare à Versailles.



Construite sur l'actuelle zone des Matelots, actuellement propriété du ministère de la Défense, celle-ci offrirait un accès direct au parc du château de Versailles, du côté de la Pièce d'eau des Suisses.

L'Eyjafjoll bloque Laurent Wauquiez au Puy-en-Velay

Laurent Wauquiez est resté bloqué hier dans sa ville du Puy-en-Velay, en Haute-Loire. Comme beaucoup de ses collègues ministres, le secrétaire d'État à l'Emploi s'est retrouvé piégé par la fermeture des aéroports français et la grève SNCF. Et la voiture ? « *Il faut huit heures pour faire le trajet entre le Puy-en-Velay et Paris* », expliquait hier un conseiller du secrétaire d'État.

Iran : la Turquie contourne les sanctions

La Turquie a remplacé Dubaï pour contourner les sanctions imposées à l'Iran. Ankara et Téhéran ont établi une zone franche à un poste frontière entre les deux pays. « *Les pressions américaines sur Dubaï ont produit leur effet* », souligne un homme d'affaires français à Téhéran, qui estime

à une vingtaine de milliards de dollars le volume annuel du commerce entre l'Iran et Dubaï.



Agence Europe

Les coopérations renforcées. Un autre aspect des innovations institutionnelles dont le fonctionnement et les effets ne sont pas encore clairs, est le nouveau régime des coopérations renforcées, lesquelles pourraient jouer un rôle très significatif dans l'évolution de la construction européenne. Jacques Delors a récemment proposé de suivre cette voie pour créer la Communauté européenne de l'énergie qu'il estime nécessaire. Il est conscient des réticences que les coopérations renforcées suscitent en général chez les États membres qui dénoncent le risque d'une évolution vers une Europe à deux vitesses. C'est pour apaiser ces craintes qu'il a retenu le terme différenciation, en observant que si l'on avait dû attendre un accord unanime pour agir, ni la monnaie commune ni l'espace Schengen n'existeraient aujourd'hui, et en rappelant que tous les États membres pourront demain adhérer à une coopération renforcée, s'ils en acceptent les critères et en respectent les règles. La situation est assez claire du point de vue « journalistique », mais, selon les experts, elle est juridiquement et politiquement très complexe.

AGENCE EUROPE

(EU) UE/ÉNERGIE: le think tank Notre Europe développe la proposition de Jacques Delors pour une Communauté européenne de l'énergie

Bruxelles, 06/04/2010 (Agence Europe) - Dans un rapport sur l'avenir de la politique énergétique européenne, publié mardi 6 avril, le think tank Notre Europe développe la proposition politique de Jacques Delors pour relancer la construction européenne par la création d'une Communauté de l'énergie. Rédigé par Marc van der Woude, Leigh Hancher et Sami Andoura, ce document analyse l'évolution de la politique énergétique au niveau communautaire tout au long de la construction européenne et évalue si les mesures politiques qu'elle implique permettent de réaliser les trois objectifs essentiels que sont l'accès à l'énergie à un prix abordable, le développement durable de la production, du transport et de la consommation d'énergie, ainsi que la sécurité de l'approvisionnement. Concluant que la politique existante est insuffisante, les auteurs proposent de mettre en place une véritable Communauté européenne de l'énergie. À cette fin, le rapport met en exergue les actions nécessaires pour développer cette Communauté, sa portée et son champ d'action, ainsi que les instruments politiques, juridiques et institutionnels dont dispose l'UE pour la mettre en place, et examine la meilleure façon pour parvenir à un tel modèle. Selon ses auteurs, la création d'un espace de régulation énergétique cohérent et intégré à l'échelle européenne nécessite, à travers le processus de libéralisation des marchés, un réseau énergétique adéquat, renouvelé et de dimension européenne, la poursuite de la diversification du bouquet énergétique européen en stimulant davantage la R&D de nouvelles technologies propres et le recours aux sources d'énergie renouvelables. Pour satisfaire les besoins de financement de grande envergure requis par les technologies à faible teneur en carbone, Notre Europe plaide pour que l'UE dispose de ressources financières indépendantes et autonomes, afin de financer des actions d'intérêt commun. Le think tank fondé par l'ancien président de la Commission européenne soutient également que l'UE parle d'une seule voix dans ses relations énergétiques avec ses partenaires tiers, pays producteurs ou de transit. Enfin, les auteurs du rapport plaident pour la mise en commun de réserves stratégiques communes, réparties sur tout le territoire européen dans un esprit de solidarité, pour aider les États membres à faire face à une crise énergétique de grande ampleur. Une version détaillée du rapport en anglais est disponible à l'adresse suivante: www.notre-europe.eu. (E.H.)

Jacques Delors avait déjà indiqué **Au-delà de l'information, par Ferdinando Riccardi:** Jacques Delors a lancé son projet de « Communauté européenne de l'énergie »

que la réponse de l'Europe au défi énergétique doit être, à son avis, la création d'une Communauté européenne de l'énergie. Cette semaine, il a expliqué les raisons et les éléments essentiels de sa position, en introduisant un rapport publié par l'association Notre Europe (voir notre bulletin N° 10112). Une fois de plus, il regarde en avant et prépare l'avenir tout en tenant compte des réalités et des délais nécessaires. On vient de constater combien d'années ont été nécessaires pour que l'UE reconnaîsse l'exigence de renforcer le volet « coordination économique » de l'Union économique et monétaire, qu'il avait réclamé depuis la naissance de l'euro. Le projet sur l'énergie rencontrera-t-il autant de réticences, et des délais analogues ? Pour le moment, l'important est qu'il existe et qu'on commence à en parler.

Une réalisation progressive entre les États membres qui la souhaitent. Jacques Delors est assez réaliste pour savoir que l'objectif final demande du temps, alors que les problèmes à résoudre sont urgents. Son Appel à une Communauté européenne de l'énergie reconnaît que plusieurs options s'offrent à l'Europe: « La plus radicale, qui est aussi la plus prometteuse, est celle d'un traité européen, avec ses règles et son fonctionnement propres à la dimension énergétique ». Il ajoute toutefois: « Il est possible que les États de l'Union ne soient pas tous prêts à s'engager dans cette voie dès à présent ». Le chemin qu'il préconise est alors, une fois de plus, celui de la différenciation, qui a déjà « permis des avancées majeures dans la construction européenne, telle que l'Espace Schengen et la monnaie unique ». Mais il ne faut pas attendre. Dans le cadre d'une coopération renforcée au sens de l'article 20 du Traité de Lisbonne, « plusieurs projets concrets qui convergent vers une politique commune de l'énergie cohérente et efficace doivent être développés dès maintenant ». Et, pour ceux qui le souhaitent, Jacques Delors en indique trois: des projets communs de recherche et développement pour les énergies alternatives ; des véritables réseaux énergétiques de dimension européenne ; la constitution de Groupements d'achat de gaz et pétrole auprès de fournisseurs étrangers. De telles initiatives, d'apparence technique et limitée, permettraient en fait « un changement décisif et progressif ».

Les bases de la nouvelle Communauté. Le projet global demeure, à son avis, nécessaire. Jacques Delors rappelle que l'énergie avait été choisie il y a 60 ans comme l'un des deux secteurs clés ouvrant le chemin vers une construction qui « remplacerait le conflit par la coopération ». Aujourd'hui, les règles communes régissant ce secteur (à l'époque, le charbon) n'existent plus: « Pourquoi ne pas les réinventer ensemble à la hauteur des nouveaux défis ? Pour les citoyens, « les formules vagues ou les proclamations non suivies d'effet ne suffiront pas ». L'Europe a besoin d'une politique énergétique commune garantissant un accès à l'énergie à des prix raisonnables et stables, préservant la compétitivité de son industrie, assurant le développement durable: « les solutions nationales isolées, pour les grands comme pour les petits États, montrent leurs limites et augmentent le risque de réponses divergentes, voire conflictuelles. Afin de surmonter les multiples facteurs de blocage et les doutes quant à la capacité actuelle de l'UE et de ses États membres à relever ensemble ces défis, une nouvelle approche doit être mise en avant, visant un niveau plus avancé d'intégration, fondée sur la méthode communautaire et la solidarité ». M. Delors estime que « l'augmentation spectaculaire de l'activité réglementaire » concernant le marché unique de l'énergie et l'aspect environnemental n'est pas suffisante. La libéralisation du marché doit « reposer sur un réseau énergétique adéquat, renouvelé et de dimension européenne » ; des mécanismes de prix doivent pouvoir corriger le marché ; les nouvelles technologies peu polluantes et les énergies renouvelables requièrent des investissements de grande envergure. Tout ceci implique, pour la nouvelle Communauté qu'il préconise, des « ressources financières indépendantes et autonomes ». En outre, l'Europe devra « parler d'une seule voix avec ses partenaires extérieurs ». Il faut « mettre fin à la séparation artificielle entre les dimensions économique et politique ».

Un premier élément. M. Delors est conscient qu' « une politique énergétique commune ne se fera pas d'un seul coup et qu'il faudra prendre le temps nécessaire pour les discussions indispensables ». Le rapport diffusé par Notre Europe en représente un premier élément. Il a été discuté au sein du Steering Committee, avec l'appui de Pascal Lamy et la participation de Jerzy Buzek, Eneko Landaburu, Philippe de Schoutteete, etc. Ces personnalités ne partagent pas nécessairement la Bulletin Quotidien Europe 10115 - 10/4/2010 - NOTRE EUROPE PARIS FR00806

2010/04/12 Page 2

totalité des analyses et propositions du rapport ; les trois auteurs Marc van der Woude, Leigh Hancher et Sami Andoura en gardent la responsabilité.

(F.R.)

COPYRIGHT AGENCIE EUROPE© NOT AVAILABLE FOR RE-DISSEMINATION

(EU) PE/COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE: les parlements européen et nationaux veulent accélérer l'application de règles communes

Bruxelles, 09/06/2010 (Agence Europe) - L'UE doit accélérer l'application de règles communes en matière de politique énergétique: telle est la conclusion à laquelle sont parvenus les 250 députés européens et nationaux qui ont participé, lundi 7 et mardi 8 juin à Bruxelles, à un débat interparlementaire sur l'initiative présentée début mai par l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors et le président du Parlement européen, Jerzy Buzek, pour une Communauté européenne de l'énergie (EUROPE N° 10133 et N° 10155).

Les travaux de la réunion interparlementaire ont accouché des conclusions de trois panels de Bulletin Quotidien Europe 10156 - 10/6/2010 - NOTRE EUROPE PARIS FR00806
2010/06/10 Page 4

discussion respectivement relatifs aux problématiques de la sécurité énergétique, du marché unique de l'énergie ainsi que des énergies renouvelables et technologies propres.

Sécurité énergétique. Résumant les conclusions sur ce chapitre, le Polonais Jacek Saryusz-Wolski (PPE) a appelé les États membres à donner un élan politique pour accélérer l'application des règles communes en matière de politique énergétique. En outre, un mécanisme de compensation financière devrait être mis en place au niveau de l'UE pour faciliter les investissements en infrastructures énergétiques.

Marché unique. Le sénateur espagnol Félix Lavilla Martínez a rappelé que l'interconnexion complète des réseaux énergétiques est une condition préalable à un marché unique, soulignant qu'ils permettraient de réduire les prix de l'énergie au bénéfice des consommateurs. En outre, une plus grande performance énergétique du secteur de l'énergie améliorerait sa compétitivité, permettant ainsi aux fournisseurs d'énergie de réorienter leurs investissements vers des sources plus propres.

Renouvelables et technologies propres. Le député espagnol Jesús López Alique a appelé à une plus grande efficacité énergétique et une plus grande coopération entre États membres afin de développer des technologies plus propres. Un soutien fiscal et financier permettrait, en ce sens, de stimuler la production et de réduire les coûts à long terme, a fait remarquer M. López Alique, qui a aussi défendu le rôle des voitures électriques en matière d'économie d'énergie et de réduction des émissions de CO2.

Clôturant les travaux, le président Buzek a souligné le rôle prioritaire des renouvelables dans la politique énergétique de l'UE et a convenu qu'une coopération renforcée entre États membres pourrait représenter la meilleure base juridique pour l'avenir de la Communauté européenne de l'énergie. Au nom de la Présidence espagnole, le secrétaire d'État à l'Énergie, Pedro Luis Marín Uribe, a convenu qu'une telle initiative pourrait créer un changement fondamental dans l'économie de l'UE, mais souligné qu'elle devait être fondée sur les trois piliers de la compétitivité, de la sécurité d'approvisionnement et de la durabilité. Au nom de la Commission européenne, Joaquín Almunia a rappelé la nécessité de la coopération régionale et des zones spécifiques à l'intérieur de l'UE en vue d'achever le marché intérieur de l'énergie. (E.H.)

Grèce: Jacques Delors regrette le temps perdu pour défendre l'euro²⁸

BRUXELLES, 5 MAI 2010 | L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a regretté le temps perdu pour défendre la Grèce et l'euro, tombé mercredi à son niveau le plus bas depuis un an face au dollar du fait des craintes d'une contagion de la crise.

AFP | 05.05.2010 | 16:23

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a regretté le temps perdu pour défendre la Grèce et l'euro, tombé mercredi à son niveau le plus bas depuis un an face au dollar du fait des craintes d'une contagion de la crise."Les pompiers sont à l'oeuvre" pour défendre l'euro mais "il faut dire qu'ils y ont mis du temps", a lancé le Français au cours d'un débat au Parlement européen. "Cela explique peut-être les rebondissements négatifs d'aujourd'hui", a-t-il estimé.L'euro est tombé mercredi à un nouveau plus bas depuis plus d'un an, chutant sous le seuil de 1,29 dollar pour la première fois depuis fin avril 2009, pénalisé par des craintes accrues d'une contagion de la crise grecque au sein de la zone euro."Les semaines de tergiversations, de discussions sérieuses diront certains, n'ont fait que raviver la spéculation et nourrir l'euroscepticisme", a regretté M. Delors, pour qui les seize pays de l'euro n'ont "rien vu venir depuis des mois".

"Maintenant, c'est la peur qui est devenue bonne conseillère et non pas la vision politique ou l'espoir", a-t-il jugé."Que la peur continue a être bonne conseillère et que nous prenions les moyens pour résister à la spéculation, qui est d'autant plus immorale que ce sont ces mêmes spéculateurs qui ont été aidés par les gouvernements nationaux il y a pas longtemps!", a ajouté M. Delors. La zone euro "a les moyens de faire face aux événements d'hier, d'aujourd'hui ou de demain", a-t-il insisté, "ce qui lui manque simplement c'est la volonté et l'esprit de coopération".M. Delors était venu mercredi à Bruxelles pour plaider, avec le président du Parlement européen Jerzy Buzek, pour la création d'une véritable "Communauté européenne de l'Energie, une nouvelle CEE". Eventuellement avec "un premier noyau d'Etats membres (de l'UE) prêts à s'engager".Ils jugent indispensable que l'Union européenne "dispose d'une seule interface dans ses relations avec ses partenaires extérieurs", alors qu'un quart du gaz consommé par les Européens est d'origine russe.M. Delors a vivement critiqué le ballet diplomatique européen avec la Russie, avec ses chefs de gouvernements allant chacun leur tour "taper à la porte" du Premier ministre russe Vladimir Poutine ou du président russe Dmitri Medvedev. Il a également fustigé le fait "que chacun s'intéresse à tel ou tel gazoduc aux dépens de l'intérêt général".

"Il faut être respecté en tant qu'Europe", a-t-il dit, en précisant que l'un des objectifs d'une telle Communauté européenne de l'énergie est d'avoir "une accessibilité aux sources d'énergie au meilleur prix possible".

²⁸ <http://www.tdg.ch/depeches/monde/grece-jacques-delors-regrette-temps-perdu-defendre-euro>

LA WEEK-END TRIBUNE

En partenariat avec

BFM RADIO

MONTEUR RADIO

N° 4466

France métropolitaine

Baudouin
Président directeur
général de
BNP Paribas.Fortis fait les beaux jours
de BNP Paribas. PAGE 26L'indice Dow Jones,
jeudi soir, en %
(heure française)20h30
10.600 pts

- 2,47

21h45
10.520,8 pts

- 3,20

Coup
de tabac
à Wall
Street
PAGE 48

9,16

20h46
9.872,6 pts

CAC 40 ▲ - 2,20 % 3.556,11 PTS • FTSE 100 ▲ - 1,52 % 5.260,99 PTS • DAX 30 ▲ - 0,84 % 5.908,24 PTS • EURO ▲ - 0,74 % 1,2720 \$ • PÉTROLE WTI ▲ - 0,55 % 79,13 \$

INDICATEURS DU JEUDI 6 MAI 2010

L'ESSENTIEL

POLITIQUE

Dominique Strauss-Kahn soigne son image en vue d'un retour en France en 2012. PAGE 5

Taxe d'habitation. Le Conseil des prélevements obligatoires instruit le procès de la fiscalité locale. PAGE 6

Urbanisme commercial. Les seuils d'autorisation des grandes surfaces sont appelés à disparaître. PAGE 6

Les cliniques privées veulent participer aux missions de service public. PAGE 7

Le Medef est condamné à verser 730.000 euros à son ancien directeur général, Jacques Creyssel. PAGE 7

Enquête. Sarkozy, le Spartiate. Trois ans après son élection, le chef de l'Etat compte s'appuyer sur la crise grecque pour relancer les réformes. PAGE 11

L'Afrique du Sud a investi près de 2 milliards d'euros pour la Coupe du monde de football. PAGE 10

BUSINESS

Exclusif. Bouygues Télécom dépose une nouvelle plainte contre Orange devant l'Autorité de la concurrence. PAGE 17

France Télécom concrétise le changement de ses pratiques sociales. PAGE 16

Spécial Cannes dans vos pages week-end
PAGES 35 à 40

Alcatel Lucent, dirigé par Ben Verwaayen rate la reprise. PAGE 15 ET ÉDITORIAL PAGE 13

Xavier Huillard est devenu, jeudi, PDG de Vinci, le groupe de BTP. PAGE 18

PSA a trouvé un nouveau partenaire en Chine pour raviver ses ventes sur place. PAGE 19

Face à la marée noire, les géants de l'offshore se veulent sereins et les PME françaises proposent leurs services. PAGES 22 ET 23

FINANCE

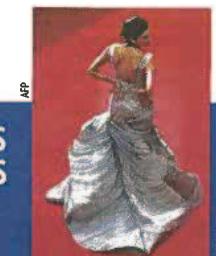
L'Or a franchi en séance la barre des 1.200 dollars l'once.

Bourse. Selon le cabinet Hewitt, il manqueraient 7 milliards d'euros de provisions aux sociétés du CAC 40 pour couvrir leurs engagements de retraite. PAGE 29

Retraite. Il faut épargner aujourd'hui pour compléter vos pensions de demain. Les meilleurs placements ne sont pas toujours ceux qu'on croit. PAGES 30 ET 31

Et aussi...

Exclusif. La Fédération française de football tente de râver un match de l'Equipe de France à M6 pour le vendredi à TF1. PAGE 34



ANNONCES LÉGALES - PAGES 20 et 33

Pour vous abonner appelez le

0800 13 23 33 ou www.latribune.fr

Adresse : 1,6 C. Antilles, Réunion, Guyane : 2 C.
Belgique : 1,4 C. Canada : 3,5 DC. Espagne : 1,6 C.
G-B : 1,1 E. Italie : 1,9 C. Luxembourg : 1,4 C.
Maroc : 15 Dh. Portugal : 2 C. Suisse : 2,60 Fr.
Turquie : 2,900 Mt. USA : 2,75 \$.
ISSN 1 2 7 7 - 2 3 8 0

ÉLECTIONS EN GRANDE-BRETAGNE

Les 7 chantiers du nouveau Premier ministre



Les couples électoraux, hier.
De gauche à droite,
Samantha et David Cameron ; Miriam Gonzalez Durantez et Nick Clegg ;
Sarah et Gordon Brown.

Les électeurs britanniques ont voté jeudi jusqu'à 23 heures (heure de Paris), pour élire le Parlement. Le nouveau Premier ministre britannique qui sera désigné par le parti vainqueur devra s'attaquer à un déficit budgétaire historique. Durement éprouvé par la crise financière internationale, le modèle économique du Royaume-Uni doit être revisité en profondeur. PAGES 2 A 4

La Tribune numérique du samedi

RETROUVEZ DEMAIN, SAMEDI,
« La Tribune » sur votre ordinateur ou votre mobile

- Kerviel, qui est le plus coupable ?
- L'analyse d'Erik Izraelewicz. Bilan plan plan (trois ans déjà).
- Le regard politique d'Hélène Fontanaud : Eurostalgie.
- Le bloc-notes de Stéphane Soumier (BFM Radio).
- L'œil de « La Tribune » : la sélection photos de la semaine d'Eric Béziat.
- ET PLUS ENCORE...

Les suites de la crise en Europe

LA BCE PEINE À RAMENER LE CALME SUR L'EURO



Jean-Claude Trichet.

La BCE n'a pas étudié l'option du rachat de titres de dette souveraine des Etats membres pour calmer la fièvre sur les taux grecs et portugais. L'euro et les marchés actions sont restés sous pression en dépit de la détermination de Jean-Claude Trichet. PAGES 27, 28 ET ÉDITORIAL PAGE 13

DELORS : « CHANGER LES RÈGLES DE LA ZONE EURO »



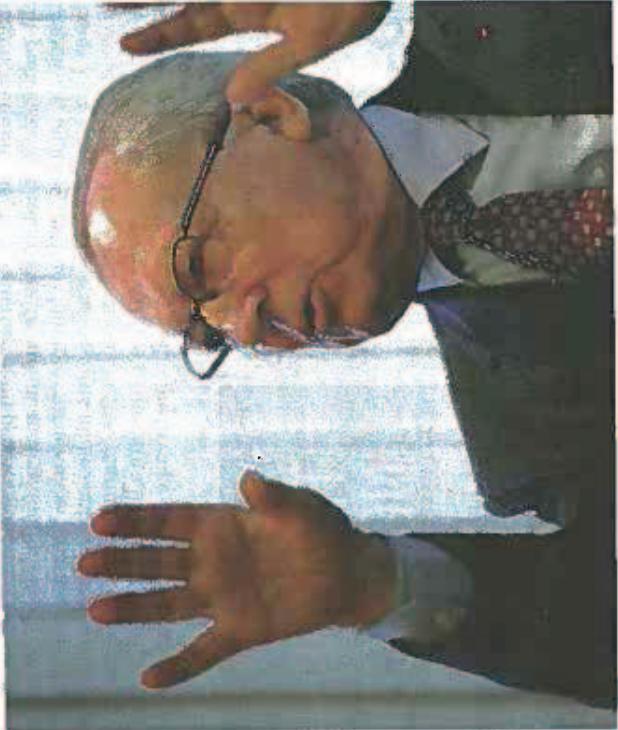
Jacques Delors.

« Il faut changer les règles du jeu de la zone euro », explique à « La Tribune » l'ancien président de la commission Jacques Delors. À la veille d'un sommet de l'Eurogroupe vendredi soir, Paris et Berlin appellent à un renforcement du contrôle des budgets. PAGE 8

« Il faut changer les règles du jeu de la zone euro »

Propos recueillis par

YANN-ANTONY NOCHÈS, À BRUXELLES



« à tous les moyens et peut mieux faire ». ■

Vous considérez donc que la zone euro a mal géré cette crise...

Nous avons trop attendu. L'euro n'a pas que des amis dans le monde. Il y en a que ça dérange et ceux qui n'y croient pas. Certains experts pensent qu'il ne peut pas y avoir de monnaie unique si vous n'avez pas un gouvernement politique unique. C'est faux, une union basée sur une partie partagée de la souveraineté peut réussir. Il aurait fallu pour cela un équilibre entre les préoccupations économiques et monétaires et pas simplement la focalisation sur le Pacte de stabilité. Ce n'est pas à travers le Pacte que vous pouvez vous inquiéter du développement de l'endettement privé, en Espagne par exemple. Dès le départ, et je l'avais dit dans le rapport Delors de 1988 puis redit en 1997, il faut que l'Union économique et monétaire (UEM) marche sur ses deux jambes. Je vous assure que si cela avait été le cas, nous aurions vu venir la crise financière et aurions répondu plus rapidement au problème grec. Le Conseil de l'Euro l'aurait même prévenu.

L'euro en tant que tel n'est pas en danger mais la construction européenne risque d'être ralentie.

POUR UNE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

Soixante ans après la Déclaration Schuman qui avait débouché sur la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Jacques Delors a plaidé cette semaine à Bruxelles pour la création d'une véritable « Communauté européenne de l'énergie ». Pour l'ancien président de la Commission, l'Europe doit « présenter une interface unique avec ses partenaires, plutôt que chacun fasse son marché en Russie à sa manière ». « L'UE n'est pas respectée en matière de politique étrangère et de politique économiique extérieure. Avoir une politique commune de l'énergie renforce notre masse de politique étrangère et assurerait notre sécurité pour l'avenir », a déclaré Jacques Delors à La Tribune. Il verrait bien un nouvel Etat membre avancer : cette piste ayant d'être rejoint par le reste des 27. Il préconise « des groupements d'achats, des réserves de sécurité » pour commencer. Il n'exclut pas non plus une progression vers « la révolution verte » à « une part un fonds de financement sur la recherche des énergies alternatives et si possible un peu de fiscalité commune ». ■

YANN-ANTONY NOCHÈS, À BRUXELLES

de Robert Schuman, le début d'un véritable gouvernement européen ?

Ne mêlangeons pas tout. La Déclaration de Robert Schuman mérite mieux que d'être racrochée à un épisode de la construction européenne. L'appel du 9 mai avait une portée morale et politique qui dépasse largement les controverses présentes. Aussi importantes soient elles. Il a dévoilé une vision, tracé le chemin de la compréhension mutuelle entre les peuples, révélé le véritable humanisme européen. Quel bonheur s'il pouvait encore aujourd'hui inspirer nos dirigeants. ■

une forme de gouvernance économique, financière et monétaire à l'intérieur de la zone euro, qui la confortera. Paris et Berlin feront justement ce soir, lors du sommet de l'Eurogroupe, des propositions pour renforcer la surveillance budgétaire dans la zone euro... Je le répète : il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Au-delà du budget et de la dette, il est question d'élargir la surveillance aux questions structurelles et de compétitivité.

Est-ce, 60 ans après la Déclaration

Concrètement, que faut-il changer?
Ce qu'il faut changer, ce sont les règles du jeu à l'intérieur de l'UEM. Je demeure fondamentalement optimiste. Je crois que l'on va à présent adopter



M O U V E M E N T S

Alain Rousset, président PS du conseil régional d'Aquitaine, devrait conserver la présidence de l'**Association des régions de France** (ARF), lors d'un vote organisé le 7 avril. Alors qu'il a été un moment contesté, **Alain Rousset** (LLA n°1448) a reçu le soutien de **Martine Aubry**, tandis que **Ségolène Royal** appuie officieusement **Jacques Auxiette** (élu en Pays de la Loire). L'ARF veut faire du développement des compétences des régions en matière économique son premier axe d'intervention. A l'étude : un fonds de co-investissement pour les PME abondé par les fonds européens.

Denis Ranque, démis en mai de la présidence de **Thales**, cumule depuis les jetons de présence. Après être entré au conseil d'administration de **CMA CGM** en janvier, puis pris la présidence de celui de **Technicolor** (ex-Thomson) en février, il s'apprête à intégrer désormais celui du groupe **CGG Veritas**. Il rejoint ainsi **Jean-Georges Malcor**, qui dirigeait la branche aéronautique de Thales lorsque lui-même en était le PDG. Celui-ci a quitté Thales début 2010 pour prendre la direction de l'ancienne **Compagnie générale de géophysique** (LLA n°1430).

Georges Frêche prend goût à l'édition. Son essai, *Trêve de balivernes*, écrit en quelques jours et édité en urgence fin février par **Héloïse d'Ormesson** à 25 000 exemplaires, a été vendu à plus de 2 000 ex. en un mois chez **Sauramps**, la plus grande librairie de Montpellier, ville où l'ex-maire a obtenu 66% des voix au second tour des régionales. Encouragé par ce succès, le président de la région Languedoc-Roussillon annonce déjà pour début janvier un essai politique dans lequel il exprimera sa conception de ce que doit être un "*parti politique moderne*". Une manière de planter quelques banderilles dans le camp de **Martine Aubry** pour s'opposer à sa candidature à la présidentielle.

Sénat 2011 : ce tourbillon qui aspire l'UMP

Sortie mal en point des régionales, la majorité parlementaire cherche à reprendre son souffle. Ce qui n'est pas gagné, alors que le rythme des échéances électoralles s'accélère. Les cadres de l'**UMP** doivent déjà préparer les cantonales de mars 2011 et le renouvellement de la moitié des conseillers généraux. Or, sauf embellie économique soudaine, l'issue du scrutin pourrait bien ressembler à celle des régionales ! Et ce résultat pesera sur les sénatoriales, en septembre, qui constitueront un rendez-vous politique décisif à sept mois de la présidentielle.

Dynamiques électorales. Jusqu'au soir du 21 mars, il était impossible d'évoquer les sénatoriales de septembre 2011 avec des responsables UMP. La question était hors sujet pour des cadres pédalant vers la défaite, le nez dans le guidon. Quinze jours plus tard, le principe de réalité reprenant le dessus, ils ont dû se résoudre à faire les comptes. Et à penser aux prochains rendez-vous électoraux qui n'augurent rien de bon. En l'état, aux cantonales de mars 2011, huit départements détenus par l'**UMP** - avec ou sans les centristes - pourraient changer de camp. Cette estimation concerne des conseils généraux où la droite est à égalité avec la gauche, ou y est majoritaire d'un ou deux sièges, comme le Jura, la Loire, la Côte-d'Or, les Pyrénées-Atlantiques. La plupart possèdent une population agricole touchée de plein fouet par la crise et connaissent un fort chômage. Les mêmes causes ayant les mêmes effets, l'abstention pourrait y être aussi forte en 2011 qu'en 2010.

Rendez-vous en 2011. L'équilibre politique des conseils généraux n'est pas le seul enjeu des prochaines cantonales. Aux sénatoriales de septembre 2011, ces résultats pèsent de tout leur poids sur les choix des grands électeurs dans la série de départements allant de l'Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales, avec l'Ile-de-France et les DOM-TOM. Au vu des rapports de forces actuels, par exemple, les Pyrénées-Atlantiques - qui comptent deux sénateurs sortants de droite - pourraient se retrouver au final avec trois parlementaires **PS**. Avec de telles évolutions département par département, même si l'issue n'est pas (encore) irréversible, la perspective d'un basculement du Sénat à gauche est un scénario réaliste. Cela, alors que la réforme de la gouvernance territoriale, tout juste confirmée par **François Fillon** et **Nicolas Sarkozy**, alimente le mécontentement des petits élus ruraux qui fournissent les gros bataillons des grands électeurs.

Appétits socialistes. Au palais du Luxembourg, les socialistes font leur compte. Il leur faudrait 175 sièges pour disposer d'une majorité en 2011. Au-delà des gains déjà possibles, ils devront prendre une quinzaine de sièges supplémentaires à l'**UMP** pour y parvenir. Le plan de bataille concocté par **Jean-Pierre Bel**, chef de file du groupe PS - et candidat à la succession de l'actuel président du Sénat **Gérard Larcher** - passe par l'organisation de listes uniques "gauche-Verts". En interne, il s'active déjà pour recruter un responsable de la communication et une "plume". **Catherine Tasca**, **Michelle André**, **François Rebsamen**, ainsi que **Jean-Pierre Masseret** sont aussi cités comme candidats potentiels à la présidence du Sénat. Sans parler de pointures comme **Laurent Fabius**. Mais celui-ci, qui est député de Seine-Maritime, devrait d'abord se faire élire sénateur - en Ile-de-France - pour pouvoir postuler.

Jacques Massey

L'Institut Thomas More commence à songer à la campagne présidentielle de 2012. Le think-tank libéral, qui a travaillé pour la **Commission européenne** sur la question des rémunérations patronales, entend prolonger cette réflexion, pour son propre compte, en mettant en place un groupe de travail chargé de définir ce que pourraient être les bases du libéralisme dans l'après-crise. Le président du think-tank, **Jean-Thomas Lesueur**, cherche à réunir un panel d'économistes, de philosophes et de politiques pour défricher le sujet et le décliner sur des thématiques concrètes. Le but : nourrir le programme de la droite.

Pascal Boniface, le directeur de l'**Institut de relations internationales et stratégiques** (IRIS), a convié l'un de ses proches, **Alain Cayzac**, à venir assurer la promotion de son dernier ouvrage : *Tout ce qu'on ne vous a pas appris à l'école* (**Editions du moment**, 2010). L'ancien publicitaire cofondateur de l'agence **RSCG**, qui fut également président du **PSG**, livrera le 6 avril au siège de l'IRIS les "clefs de la réussite pour mériter sa Rolex".

L'Institut de l'entreprise recevra **Gilles Michel** le 13 avril. Le directeur général du **Fonds stratégique d'investissement** (FSI) rencontrera les adhérents de l'institut lors d'un déjeuner réservé aux membres.

La Fondation Gabriel Péri souhaite prendre le pouls du pays. La fondation politique proche du **Parti communiste** a fait appel à la **Sofres** qui lancera dans les prochaines semaines une étude afin de mieux comprendre la perception qu'ont les Français de la crise et de la présidence de **Nicolas Sarkozy**. Les sociologues **Michel Simon** et **Guy Michelat**, coauteurs des *Ouvriers et la politique* (**Presses de Sciences Po**, 2004), seront chargés d'analyser les résultats.

■ PME : les 14 principes d'ecoDa

L'association européenne des administrateurs, ecoDa, cherche à insuffler un meilleur partage des pouvoirs au sein des sociétés non cotées.

Peu codifiée jusqu'ici, la gouvernance des PME et des entreprises non cotées est l'objet d'un intérêt grandissant de la part des réseaux d'administrateurs, convaincus que celles-ci peuvent obtenir par ce biais de nouveaux gains de performance. La **Confédération européenne des associations d'administrateurs** (ecoDa), qui réunit une dizaine de réseaux tels que l'**Institut français des administrateurs** (IFA), l'**Institute of Directors** (IoD) britannique et l'**Association belge des administrateurs** (AB), a présenté le 24 mars au Parlement européen (LLA n°1442) quatorze principes de bonne gouvernance, comme autant d'étapes pour tendre vers les règles en vigueur au sein des sociétés cotées. Il s'agit notamment d'éviter une trop grande concentration des pouvoirs en ouvrant progressivement le conseil d'administration à de nouvelles compétences, à mesure que les entreprises se développent.

Cette liste, qui se veut très opérationnelle, démarre notamment par la structuration d'un conseil d'administration (*Board*) et la mise en place d'un schéma de gouvernance clair entre les actionnaires, les administrateurs et les dirigeants opérationnels. Il faut ensuite que les administrateurs soient correctement rémunérés, clairement informés et aient les moyens de mettre en place des systèmes de contrôle internes pour cartographier les risques de l'entreprise. Bien que certaines propositions semblent aller de soi, elles se heurtent souvent à des difficultés très concrètes, liées notamment à la personnalité du fondateur ou à une structure d'actionnariat familial. Autant d'obstacles qu'ecoDa se propose de déminer pas à pas.

■ Delors a de l'énergie à revendre

Dans un prochain rapport de Notre Europe, Jacques Delors propose de relancer la construction européenne via une Communauté européenne de l'énergie.

Comment impulser une politique énergétique européenne ? Plutôt que de s'appuyer sur le traité de Lisbonne, qui n'a pas réussi à empêcher les doublons entre compétences communautaires et nationales, **Jacques Delors** suggère de fonder un nouveau traité en vue de créer une Communauté européenne de l'énergie. Un projet qui n'est pas sans rappeler la **Communauté européenne du charbon et de l'acier** (CECA), à l'origine de la construction européenne. La proposition figurera dans un prochain rapport du think-tank **Notre Europe**, dont Jacques Delors est le fondateur.

Pour y parvenir, l'ancien président de la **Commission européenne** préconise d'utiliser l'outil de la coopération renforcée. Celui-ci permet à certains Etats de pousser plus loin leur collaboration sans être bloqués par la règle de l'unanimité. La nouvelle institution devra par ailleurs prendre ses décisions à la majorité simple pour éviter d'éventuels blocages. Une des premières étapes pourrait être de regrouper les achats de gaz, ce qui permettrait à l'**UE** de peser face à des fournisseurs extérieurs tels que la Russie.

Revue de presse - Rapport Energie - 2010-2012

Terra Nova, qui planche sur le désarmement nucléaire, prévoit de remettre son rapport courant mai, peu avant la conférence sur le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Le chantier a été commandé à **Michel Rocard**, président du conseil d'orientation scientifique du think-tank, qui avait cosigné en octobre un appel "pour un désarmement nucléaire mondial" avec l'ancien premier ministre **Alain Juppé**, le général **Bernard Norlain** et l'ex-ministre de la défense **Alain Richard**.

L'EBG (Electronic Business Group) dresse le bilan du **Service des achats de l'Etat** (SAE), créé il y a tout juste un an dans le cadre de la RGPP. Chargé de coordonner et de réduire les dépenses courantes de l'Etat, ce service est notamment critiqué par les PME qui estiment que les marchés publics nationaux leur sont désormais moins accessibles. L'EBG, en partenariat avec **Accenture**, réunira le 14 avril au siège de **BNP Paribas** les responsables des achats de la **RATP**, du ministère de l'éducation et d'établissements de santé autour de cette question.

Le Club des vigilants cherche à définir des règles de bonne conduite au sein des entreprises en vue de fonder un nouveau contrat social avec leurs salariés. Le think-tank fondé par **Marc Ullmann** réunira le 14 avril **Michel Rocard**, le directeur général délégué du **Groupe Danone**, **Emmanuel Faber**, et l'ancien PDG d'Eramet, **Jacques Bacardats**, pour une journée consacrée à la "socio-économie de demain". Le développement des relations entre la direction et le personnel, ainsi que la transformation des pratiques managériales figurent au programme. Les directeurs des ressources humaines de **Carrefour proximité** et de la **SNCF**, ainsi que le gestionnaire de l'immobilier d'**EADS Defence & Security** sont également attendus.

ARMOR MAGAZINE

La taxe carbone, une fausse bonne idée : agir ou subir ?

Si le principal succès du Sommet de Copenhague a été de sensibiliser les opinions publiques d'une manière globale (ou mondiale) à la "crise" climatique et écologique, est-il bien judicieux de vouloir trouver des solutions dans la multiplication de taxes en tous genres ?

Si l'objectif de limiter les rejets de CO₂ n'est certes pas contestable - tout en se gardant néanmoins de ne pas les rendre un peu facilement responsables de tous nos maux - ne serait-il pas plus efficace d'agir plus concrètement, par exemple sur la limitation du fret routier ?

Baisser la consommation de carbone, c'est d'abord en effet agir : agir contre l'étalement urbain en favorisant l'appartement avec jardin et non le pavillon avec jardin; agir en luttant avec volontarisme contre la consommation d'énergie des bâtiments par une accentuation de l'aide fiscale; agir contre la ségrégation spatiale et donc urbaine et sociale, en France et dans le monde, et en favorisant l'emploi local; agir en diminuant les temps de transport et en favorisant les transports en commun et économies en énergie et justement par la valorisation de nouvelles sources d'énergie ... Les collectivités territoriales sont donc en première ligne et déjà largement engagées, notamment en Bretagne où l'écologie est devenue une préoccupation partagée par tous. Reste à l'Etat à ne pas entraver le mouvement avec une réforme contestable sur bien des points.

Agir c'est d'abord faire preuve d'inventivité et de volontarisme politique sur le terrain, d'autant que ce sont ainsi de nouveaux créneaux de développement économique qui émergent. Inutile de relancer de vains affrontements entre secteurs professionnels qui veulent tous évoluer.

L'inventivité et l'intelligence, ce n'est certainement pas d'imaginer toujours de nouvelles taxes. Et comme il faudra éviter de les faire payer par les plus faibles, on inventera alors des exceptions et de nouvelles complexités qui seront à nouveau illisibles, ingérables et anti démocratiques... sans compter que nos voisins européens n'iront pas forcément dans le même sens. Enfin il faudra régulièrement adapter et corriger...CQFD !

C'est d'abord sur les comportements qu'il faut faire porter les efforts et les mouvements écologistes ont, de ce point de vue, largement gagné leur combat. La proposition de Michel Rocard - d'habitude plus inspiré - visant à plaquer une taxe nationale sans aucune vision prospective, est ainsi totalement décalée.

Les pays du Sud n'ont ils pas eu raison de s'opposer à des orientations qui n'aboutissaient, de fait et une fois de plus, qu'à contrôler de manière insidieuse leur développement en induisant, involontairement certes, une nouvelle forme de neo colonialisme ? Les effets pervers du marché carbone, dont l'opacité est dénoncée par l'ONG britannique Sandbag, ne se sont pas fait attendre. Conséquence : les riches paieront pour continuer à polluer et certaines organisations et ONG internationales se sont d'ores et déjà lancées dans une course éfreinée pour récupérer les fonds considérables rendus ainsi disponibles. Cela n'a pas échappé aux grands pays émergents et aux PVD qui ont jugé

séverement l'absence des chefs d'Etat au dernier Sommet de la FAO à Rome sur la malnutrition. Deux poids, deux mesures ? La proposition de Jacques Delors présentée le mardi 6 avril dernier, pour relancer la construction européenne par la création d'une véritable Communauté européenne de l'énergie en relation avec les Etats de la Méditerranée, tombe donc à point nommé. Elle sera d'autant plus intéressante qu'elle impliquera les régions et les villes dans cette dynamique. Nulle doute que la Bretagne sera à ce rendez-vous plus constructif pour tous.

Octave Lostie

23

Revue de presse - Rapport Energie - 2010-2012

PHARMACOVIGILANCE

Commission's proposal sparks debate **Page 8**

METAL INDUSTRY

Steelmakers launch offensive against iron ore prices **Page 8**

INTERVIEW HERVÉ GUIDER (EACB)

Co-operative banks defend their unique identity **Page 10**

EUROPOLITICS

| The European affairs daily |

| Wednesday 7 April 2010 | N° 3952 | 38th year |

FOCUS

Greece: ECB will have to be convincing

The European Central Bank is expected to maintain its key rate at 1%, on 8 April, and to focus attention on the unequal recovery in the eurozone and the still disturbing case of Greece. «With the European Commission, the ECB is probably the biggest loser» in the rescue plan for Greece put together in late March by the European heads of state with the International Monetary Fund, according to Carsten Brzeski of ING, who wonders how the ECB can justify this solution «without losing face». Before announcing the plan, the ECB had not masked its misgivings over an IMF intervention in the eurozone, a first since its creation 11 years ago. ECB President Jean-Claude Trichet pointed out last week that combined aid from the EU and the IMF would be used as a last resort. But Greece is still having to pay exceptionally high interest rates to refinance its debt on markets, demand dropped with its latest bond issue and «financial aid is more than likely to be necessary in the end», according to a Unicredit memorandum.

The ECB is not expected to change its growth projections, however, and will probably stress the current volatility of indicators, according to Unicredit. The bank is counting on growth of 0.8% in 2010 and 1.5% in 2011.

EU/CHINA

Union mulls new strategy to face assertive Beijing

By Sébastien Falletti

Confronted with an increasingly assertive China, the EU has started working on a new strategy towards Beijing to be adopted by next autumn, *Europolitics* has learned. Since the end of last year, member states and the European Commission have been discussing a new approach within the Council and hope to deliver a fresh China strategy before the next bilateral summit scheduled for the autumn in Europe. The move was triggered by the dramatic increase of China's political and economic influence on the world scene, as demonstrated during the Copenhagen climate conference, where Beijing dashed the EU's hopes for an ambitious deal. "We have not had a strategic discussion on China for a long time. And the situation has changed since then as shown in Copenhagen," an EU source told *Europolitics*. The latest EU strategy on China was adopted in 2006.

BRAINSTORMING

The brainstorming is still at a preliminary stage and is currently taking place within the COASI, the Council's committee dedicated to Asian affairs, where diplomats from the member states and the Commission shape the Union's approach. It could also involve the Trade Committee (133 Committee) and the one on defence. In a couple of months, when the discussions will be more advanced, the issue will move to the Coreper and then to the ministers.

The objective is to update the Com-
Revue de presse - Rapport Energie - 2010-2012

mission's October 2006 communication 'Closer partners, growing responsibilities' that was adopted by the Council in December of the same year. The EU would like to hand out its future paper to Beijing ahead of the annual summit so leaders can discuss it on that occasion. However, it remains undecided whether the new strategy will be outlined in a public paper formally adopted by the Council. The format and the status of the new strategy are still under discussion, according to an EU diplomat.

Two events late last year have triggered the EU's decision to reassess its relations with Beijing. First, the Copenhagen conference in December, where China used bluntly its new global political clout to thwart Europe's 'green' ambitions. The lack of flexibility displayed by the Chinese leadership left EU leaders powerless and was a wake-up call for many EU policy makers. A few days earlier, in Nanjing, during the annual bilateral China-EU summit, Prime Minister Wen Jiabao flatly ignored the EU's key concerns regarding CO₂ emissions cuts and the euro-yuan exchange rate. Jiabao refused to discuss the currency issue during the summit and only received briefly Jean Claude Juncker, president of the Eurogroup, and Jean-Claude Trichet, ECB president, in the margin of the event. "The summit as a whole was pointless. We were wondering why we had come," recalled a Commission source.

ARROGANCE

The Asian giant has emerged as the great winner of the global **(continued on page 4)**

Contents N° 3952

Top Stories

PHARMACOVIGILANCE

Commission's proposal sparks debate **Page 8**

METAL INDUSTRY

Steelmakers launch offensive against iron ore prices **Page 8**

INTERVIEW HERVÉ GUIDER (EACB)

Co-operative banks defend their unique identity **Page 10**

External relations

EU/China: Union mulls new strategy to face assertive Beijing.....	1
Development: NGOs encourage EU MDG plan.....	4
External affairs: ACP and EU propose debt relief for Haiti	5

Defence & security

Defence: EU starts training Somali police	5
---	----------

Sectoral policies

Environment: Legal compatibility of ETS and IPPC directives under challenge.....	6
Energy: Study proposes steps towards 'European Energy Community'	6
Consumers/Foodstuffs: Cloned animals: Rapporteur uncompromising....	7

Business & competitiveness

Pharmacovigilance: Commission's proposal sparks debate	8
Metal industry: Steelmakers launch offensive against iron ore prices.....	8
Mergers: Commission to assess P&G bid for Sara Lee air unit	9

Economic & monetary affairs, taxation

Innovative financing: Executive foresees "double dividend"	9
--	----------

In Brief

European CO ₂ emissions in 2009	7
Obama in Prague.....	7
Bosnia and Herzegovina's Euro-Atlantic perspectives	7

Interview

Hervé Guider, European Association of Co-operative Banks (EACB): Co-operative banks defend their unique identity.....	10
---	-----------

EU Agenda

.....	12
-------	-----------

EUROPOLITICS

is published by EIS
(Europe Information Service S.A.),
subsidiary of SIAC group
Rue d'Arlon, 53
B-1040 Bruxelles

Chairman and Publisher:
René-Charles Millet
Publisher's Advisor:
Marc Paoloni

TELEPHONE
Direct lines: +32 2 737 77 (-)
Instead of (-), dial the two digits
after the person's name.

E-MAIL

Editorial staff:
editorial@europolitics.info

Subscriptions:

subscriptions@europolitics.info

Direct:

firstname.surname@europolitics.info

Advertising:

advertising@europolitics.info

EDITORIAL TEAM

Executive Publisher &

Editor-in-Chief:

Pierre Lemoine (20)

Production Editor:

Eric Van Puyvelde (22)

Editorial staff:

editorial@europolitics.info

Editorial FAX: +32 2 732 66 51

Editors:

Anne Fekete de vari (18)
Tibor Szendrei (33)

Special Editions Editor:

Rory Watson

Reporters:

Dafydd ab Iago (58)
Sarah Collins (42)
Anne Eckstein (36)
Sophie Mosca (54)
Chiade O'Shea (37)
Sophie Petitjean (06)
Célia Sampol (60)
Isabelle Smets (34)
Joanna Sopinska (31)
Nathalie Vandystadt (45)

Correspondents:

USA - Washington: Brian Beary
Asia - Seoul: Sébastien Falletti

Translation:

Christina Berta, Aïda Boghossian,
Betty Jackson, Michèle Morsa

Agenda, layout and website:

Philippe De Clercq (57)
Geneviève Jourdain (13)
Grégoire Maus (15)
Christine Serville (14)

ACCOUNTING:

Director: Pascal Duvent
Tel: + 33 1 42 74 28 93
Fax: + 33 1 42 47 29 00
accounting@europolitics.info

MARKETING/SUBSCRIPTIONS

Director: Frédérique Carton
Tel Subscriptions: +32 2 737 77 09
FAX Subscriptions: +32 2 732 67 57
E-mail Subscriptions:
subscriptions@europolitics.info

Head of Marketing:

Richard Mestré (41)

ADVERTISING

advertising@europolitics.info

PRODUCTION

Director: Philippe Gawsewitch
Printing: Identic, Brussels

Europolitics is published in French
under the name *Europolitique*.
ISSN 1811-4121

ENVIRONMENT

Legal compatibility of ETS and IPPC directives under challenge

By Anne Eckstein

The revised draft directive on Integrated Pollution Prevention and Control (IPPC)¹ contains a provision whose current wording is confusing and could give rise to interpretations that might run counter to CO₂ emissions reduction policy. It may also contradict the ETS (Emission Trading Scheme) Directive. This warning from the WWF is expressed in a letter to Jo Leinen, chair of the European Parliament's Committee on the Environment (ENVI).

The WWF's position is based on a legal analysis of the draft directive carried out at its request by Professors Derrick Wyatt QC and Richard Macrory CBE Hon. QC of the London-based firm Brick Court Chambers². The WWF is particularly concerned about the compatibility of Article 9(1) of the new IPPC Directive with Articles 193 of the treaty and 26 of the ETS Directive.

This question apparently also bothers the EP committee, since the WWF refers in its letter to the fact that MEPs have also sought the advice of Parliament's legal experts on this topic.

The WWF's request comes as MEPs begin their second reading of the revised draft IPPC Directive, following the Council's adoption of its common position, on 15 February (see *Europolitics* 3920). The current wording of Article 9(1) excludes the obligation of defining emissions limits for CO₂, which is «already covered by the ETS Directive,» on the pretext of avoiding duplication. However, according to the legal experts, this provision does not take account of the fact that the treaty gives member states the possibility to take more stringent environmental protection measures than what is foreseen by the EU (Article 193).

The experts' view is that Article 26 of the ETS Directive is meant to exclude

from the IPPC Directive any obligation of imposing limit values for CO₂ emissions, not to prevent member states from doing so through a national law or as a condition for obtaining a permit. Although the Brick Court Chambers legal experts consider «totally legitimate» the EU legislator's wish to avoid overlap between the two legislative texts aimed at reducing CO₂ emissions at EU level, they consider that member states' right to set limits on such emissions for installations covered by the ETS Directive is not clearly expressed in the draft directive. They therefore find that a declaratory amendment to Article 9(1) is needed to avoid misinterpretation, either by member states or by the European Commission. ■

(1) COM(2007)843

(2) available at www.europolitics.info > Search = 269820

ENERGY

Study proposes steps towards 'European Energy Community'

The EU's current energy policy is insufficient to achieve a genuine 'European Energy Community'; to rectify this, the market liberalisation process must rely on an adequate, renewed energy network of a European dimension. This is one of the findings of a report, published on 1 April, by the think tank Notre Europe. This report is the harvest of the work of a task force of high-level European experts, established by Notre Europe, with a view to developing the proposal by Jacques Delors to boost European expansion via the creation of an Energy Community.

Concluding that the existing policy is suboptimal, the report puts forward a policy proposal for a genuine 'European Energy Community'. It explains why and what type of action is required to develop such a community, identifying both the substantial elements that it should ideally cover and the legal and institutional policy instruments at the EU's disposal for developing it. The report finally examines how this model

could be best achieved and develops several recommendations to that effect.

The diversification of Europe's energy

The EU must present a single interface in its relations with its external partners

mix must be encouraged by greater support for research and development in new 'green' technologies and by greater reliance on renewable energies, say Marc van der Woude, Leigh Hancher (co-presidents) and Sami Andoura (rapporteur). These technologies require major investments. This in turn means that the EU must have independent and autonomous financial resources, including the power to levy taxes on certain goods and types of production in order to finance projects of common interest. To ensure that no third country can

engage in targeted reductions of energy supplies, the EU must present a single interface in its relations with its external partners, both the producer and transit countries. This must include the ability to pool supply capacities should the need arise. Lastly, in a major energy crisis, common strategic reserves must be available and distributed throughout Europe in a spirit of solidarity.

In order to meet these critical requirements, the most radical, but also the most promising option, would be to create a European Energy Community with its own rules and methods specific to the energy field.

Notre Europe was created in 1996 by Jacques Delors, at the end of his presidency of the European Commission, as a platform devoted to the analysis and discussion of European integration, its past, present and future. ■

 The study is available at www.europolitics.info > Search = 269784

26

FISHERIES

CFP reform: Council rejects idea of European quota market [Page 7](#)

IPPC DIRECTIVE

MEPs give combustion plants more time [Page 8](#)

INTERVIEW

Stefan Füle, EU commissioner for enlargement [Page 22](#)

EUROPOLITICS

| The European affairs daily |

| Thursday 6 May 2010 | N° 3973 | 38th year |

FOCUS

Eurozone summit on Greek aid

By Sarah Collins

Eurogroup leaders' job at a 7 May summit will be to "confirm" the Greek bailout package, Spain's Europe Minister Diego López Garrido has said. In carefully chosen language that belies the fact the deal to hand out 110 billion euro to Greece was sealed by eurozone finance ministers, he told the European Parliament, on 5 May, "What the heads of state and government must do on Friday is to confirm the financial solution that the EU is offering Greece, to confirm the political commitment arrived at". The summit was called by European Council President Herman Van Rompuy, who was keen to hold the talks on the 10th. However, European sources are saying that German Chancellor Angela Merkel is the driving force behind the meeting - a meeting they say is useless and could confuse markets. It will mark the second time in the EU's history that the leaders of the 16 countries using the euro meet in a special summit - the first was after US banking giant Lehman Brothers fell. Commission President José Manuel Barroso, addressing MEPs the same day as López Garrido, said, "By the end of the week, a critical mass of member states will have completed the process to provide bilateral loans to Greece," he said. "It is an adequate response to the Greek crisis."

COMMISSION ECONOMIC FORECASTS

Greek crisis weighs on EU growth prospects

By Sarah Collins

The EU's economy is to grow by 1% this year, the European Commission said, on 5 May, in its spring forecast 2010-2011 - a small



Rehn: "The macrofinancing outlook remains fragile"

improvement on previous forecasts. However, Economic Affairs Commissioner Olli Rehn sounded a note of caution on Greece, which continues to haunt the Union's economy despite its small size. "The macrofinancial outlook remains fragile," Rehn said, "especially concerning Greece, which has triggered turbulence in financial markets in recent months". He went on, "As soon as we will be able to make sure there are no spill-over effects, the situation will improve. The basic requirement for this is we need to have robust growth". Predictions for 2011 remain virtually unchanged from February's: the economy is set to rebound next year, growing by 1.7%, which gives finance ministers the green light to start withdrawing emergency spending.

Revue de presse - Rapport Energie - 2010-2012

The Commission's forecast does not take into account the fact that the Greek economy will shrink by an estimated 4% this year, a full point more than estimated. The more pessimistic assessment was revealed on

2 May, when eurozone finance ministers asked the country to make a fresh round of budget cuts in exchange for a €110 billion joint bailout with the International Monetary Fund. Greece is not the only country still in recession. A further five member states will see their economies shrink in 2010: Ireland, Spain, Cyprus, Lithuania and Latvia - the latter seeing a 3.5% dip in GDP after an unprecedented 18% fall last

year. But Greece will be plagued by negative growth well into next year (growth will be -2.5% in 2011, according to an internal EU memo) by which time the Commission predicts all 26 other EU member states will have emerged from recession.

MARKETS

Spain and Portugal are now taking the hit after the Greek bailout, despite reassurances by Spanish Prime Minister Jose Luis Rodriguez Zapatero that his country and its neighbour would prove critics wrong with improved growth statistics. Although both countries' prospects do look better for 2010 - Portugal will grow by 0.2% more than predicted, and Spain's dip will be smaller than forecast - the [**\(continued on page 5\)**](#)

Contents N° 3973

Top Stories

FISHERIES

CFP reform: Council rejects idea of European quota market **Page 7**

IPPC DIRECTIVE

MEPs give combustion plants more time **Page 8**

INTERVIEW

Stefan Füle, EU commissioner for enlargement **Page 22**

Economic & monetary affairs, taxation

Commission economic forecasts: Greek crisis weighs on EU growth prospects.....**1**
Taxation: Three member states taken to ECJ.....**4**

Sectoral policies

Agriculture: Copa-Cogeca: Maintaining direct aid "essential"**5**
Structural Funds: EP plenary adopts crisis relief regulation**6**
Fisheries: Laborious start for CFP reform.....**6**
Fisheries: CFP reform: Council rejects idea of European quota market**7**
Industrial pollution/IPPC Directive: MEPs give combustion plants more time.....**8**
Immigration: Asylum: Priority on protecting unaccompanied minors.....**9**
Energy: Buzek and Delors push for European energy community**10**
112 emergency number: Italy back in court over caller location information.....**10**

Energy: Member states must pay more for ITER, says Commission**11**

Air transport: EP confirms stance on financing security measures**12**

Social affairs

Social policy: MEPs want to see gender equality become reality.....**12**
Eurobarometer: Europeans worry most over employment and housing**13**
Social policy: Proceedings for infringement of social legislation**13**

Institutions

2008 budget: Parliament reserves decision on Council discharge**14**

Trade policy

EU/Mercosur: FTA negotiations resume.....**15**

External relations

EU/Canada: Bank tax and Czech visas top summit agenda**15**
EU/US: SWIFT: Parliament demands data access supervision in Europe**16**

Enlargement

EU/Croatia: Zagreb's EU bid hinges on Slovene referendum result**17**

In Brief

Italy and Spain in breach of waste water directive**16**
Retail sales stable**16**
Poland referred to court**16**
Consultation opens on TEN-T revision**17**
Greece taken to court over petrol stations**17**

EU Agenda**18**

Interview

Stefan Füle, EU commissioner for enlargement and neighbourhood policy: Enlargement policy will gain new momentum**23**

EUROPOLITICS

is published by EIS (Europe Information Service S.A.), subsidiary of SIAC group
Rue d'Arlon, 53
B-1040 Bruxelles

Chairman and Publisher:
René-Charles Millet
Publisher's Advisor:
Marc Paoloni

TELEPHONE
Direct lines: +32 2 737 77 (-)
Instead of (-), dial the two digits after the person's name.

E-MAIL

Editorial staff:
editorial@europolitics.info

Subscriptions:
subscriptions@europolitics.info

Direct:
firstname.surname@europolitics.info

Advertising:

advertising@europolitics.info

EDITORIAL TEAM

Executive Publisher &

Editor-in-Chief:

Pierre Lemoine (20)

Production Editor:

Eric Van Puyvelde (22)

Editorial staff:

editorial@europolitics.info

Editorial FAX: +32 2 732 66 51

Editors:

Anne Fekete de vari (18)
Tibor Szendrei (33)

Special Editions Editor:

Rory Watson

Reporters:

Dafydd ab Iago (58)
Sarah Collins (42)
Anne Eckstein (36)
Sophie Mosca (54)
Chiade O'Shea (37)
Sophie Petitjean (06)
Célia Sampol (60)
Isabelle Smets (34)
Joanna Sopinska (31)
Nathalie Vandystadt (45)

Correspondents:

USA - Washington: Brian Beary
Asia - Seoul: Sébastien Falletti

Translation:

Christina Berta, Aïda Boghossian,
Betty Jackson, Michèle Morsa

Agenda, layout and website:

Philippe De Clercq (57)
Geneviève Jourdain (13)
Grégoire Maus (15)
Christine Serville (14)

ACCOUNTING:

Director: Pascal Duvent
Tel: + 33 1 42 74 28 93
Fax: + 33 1 42 47 29 00
accounting@europolitics.info

MARKETING/SUBSCRIPTIONS

Director: Frédérique Carton
Tel Subscriptions: +32 2 737 77 09
FAX Subscriptions: +32 2 732 67 57

E-mail Subscriptions:
subscriptions@europolitics.info

Head of Marketing:

Richard Mestré (41)

ADVERTISING

advertising@europolitics.info

PRODUCTION

Director: Philippe Gawsewitch
Printing: Identic, Brussels

Europolitics is published in French under the name *Europolitique*.
ISSN 1811-4121

ENERGY

Buzek and Delors push for European energy community

By Dafydd ab Iago

European Parliament President Jerzy Buzek and former Commission head Jacques Delors issued a declaration, on 5 May, calling for a 'European Energy Community'. The joint declaration follows conclusions of a study published last month by Delors' think tank Notre Europe.

"Sixty years ago, coal and steel were of tremendous strategic importance for Europe," said Buzek. "Today, the supply of reliable, affordable and sustainable energy has a similar strategic meaning." Buzek sees a justification for his proposal in the rising costs of climate protection, renewables and exploiting fossil energy resources. "These great investments can be secured only by the European Community," Buzek added. The Polish EP president also underlined the value of solidarity that such an energy community should bring. "If not all member states are ready to join the new community from the outset, we need to begin to create it nonetheless," continued Buzek. "In the future, others should join. All of them."

The Parliament was given a presentation of the recent study by Notre Europe. This document argued that the EU's current energy policy is insufficient to achieve a genuine energy community. Published on 1 April, the report develops a proposal, originally formulated by Delors, to boost European expansion via the creation of an energy community.

According to Notre Europe's report, the diversification of Europe's energy mix must be encouraged by greater support for research and development in new 'green' technologies and by greater reliance on renewable energies. These technologies require major investments and, in turn, EU financial resources, including the power to levy taxes on certain goods and types of production, so as to finance projects of common interest.

Energy Commissioner Günther Oettinger's reply was diplomatic. He recalled the roots of the European Union in the European Coal and Steel Community (ECSC). "We are now facing a true Europeanisation of energy policy," said the commissioner. "There is a certain difference of opinion between national governments, parliaments and EU institutions," added Oettinger, trying to steer clear of any definitive appraisal of the idea of an energy community. Just months after the Lisbon Treaty came into force, Oettinger added that he will be using his powers in the treaty to the full. "If after analysis we see that Article 194 of the treaty [on energy] is not enough, then we'll come back to your ideas in the not too distant future," promised Oettinger.

ALREADY EXISTS

Reactions are far from being unanimously positive. Giles Chichester (ECR, UK), former chair of the Parliament's Committee on Industry (ITRE) and

rapporteur on the current Energy Community, ticked the former Commission president on the fingers. According to Chichester, Delors might have forgotten that the Energy Community already exists. "Mr Buzek might have forgotten, too, that he carried through the report on the Energy Community," said Chichester. Established in 2006, the Energy Community commits its South-East European members to implementing the EU's energy *acquis*¹.

The Greens took the opportunity to dish up their ideas for a European Community for Renewable Energy (ERENE) to promote a 100% renewable Europe. Former EU Budget Commissioner Michael Schreyer presented a comprehensive proposal on the idea in 2008. "The proposals for a European energy community, which are being pushed by Jacques Delors, will only be of value if the community focuses on speeding up the shift to a renewable energy economy in Europe. At present, the energy community being proposed by Jacques Delors lacks a clear policy focus and goals," said Green MEPs Rebecca Harms (Germany) and Claude Turmes (Luxembourg). ■



The declaration is available at

www.europolitics.info > Search = 271648

(1) Contracting parties are Albania, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Macedonia, Moldova, Montenegro, Serbia and Kosovo.

112 EMERGENCY NUMBER

Italy back in court over caller location information

By Nathalie Vandystadt

Still in breach of EU legislation on the emergency phone number 112, Italy will have to appear before European Court of Justice for a second time for its failure to provide caller location information on people who dial the number on their mobile phone.

This time, however, Rome risks being fined, the European Commission said, on 5 May.

"I regret that the Commission has had to ask the court to impose financial sanctions on Italy, but I will not stand by

and see citizens' lives put at risk due to a government's failure to act," said Digital Agenda Commissioner Neelie Kroes.

CASE OF LIFE AND DEATH

"It is extremely important for emergency services in Italy to be able to locate emergency callers – it is often a case of life and death. Italy has to respect its obligations to implement the 112 emergency call system like all other member states."

Following an infringement procedure launched by the Commission in April 2006, the judges in Luxembourg

already ruled against Italy. In view of Rome's failure to comply, the Commission decided to ask the Court of Justice to impose on the country a lump sum penalty based on the time elapsed since the first judgement of the court and a daily penalty payment as long as the infringement persists.

In total, 14 member states have had to face court proceedings since 2005 for the same reason.

The court has ruled in two cases – against Lithuania and the Netherlands. Both countries have since complied with EU legislation. ■

Appel de Buzek et Delors pour une Communauté UE de l'énergie²

Par Dafydd ab Iago | mercredi 05 mai 2010

Le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, et l'ancien Président de la Commission, le Français Jacques Delors, ont publié une déclaration, le 5 mai, appelant à une Communauté européenne de l'énergie. Cette déclaration commune fait suite aux conclusions d'une étude publiée en avril par « Notre Europe », le think-tank de M. Delors.

« *Il y a soixante ans, le charbon et l'acier étaient d'une importance stratégique énorme pour l'Europe* », a déclaré le Président du Parlement européen Jerzy Buzek. « *Aujourd'hui, la fourniture d'une énergie fiable, abordable et durable a la même signification stratégique.* » M. Buzek voit une justification de sa proposition dans les coûts en hausse de la protection du climat, des renouvelables et de l'exploitation des ressources d'énergies fossiles. « *Seule la Communauté européenne peut assurer ces gros investissements* », a ajouté le Polonais. Il a aussi souligné la solidarité qu'apporterait cette Communauté de l'Energie. « *Si tous les Etats membres n'étaient pas prêts à adhérer d'emblée à la nouvelle Communauté, nous devrions malgré cela en entamer la création* », a-t-il poursuivi. « *A l'avenir, d'autres doivent adhérer. Tous sans exception* ».

L'étude du think-think Notre Europe a fait l'objet d'une présentation au Parlement européen. Elle juge la politique énergétique actuelle insuffisante pour parvenir à une véritable Communauté européenne de l'énergie. Publiée le 1er avril, l'étude comprend une proposition, à l'origine formulée par Delors, pour doper l'expansion européenne via la création d'une Communauté de l'énergie.

Selon l'étude de Notre Europe, la diversification du bouquet énergétique européen doit être encouragée par un soutien accru de la recherche et développement en nouvelles technologies « vertes », et par un recours plus vaste aux renouvelables. Ces technologies nécessitent des investissements majeurs et, partant, des ressources financières européennes dont le pouvoir de taxer certains biens et types de production, afin de financer des projets d'intérêt commun.

Le commissaire Günther Oettinger (Energie) a répondu avec doigté : « *Il y a une certaine différence d'opinion entre les gouvernements nationaux, les parlements et les institutions européennes* ». Quelques mois après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, M. Oettinger a ajouté qu'il utiliserait pleinement les pouvoirs que lui confère le traité. « *Si après analyse nous constatons que l'article 194 du traité (sur l'énergie) ne suffit pas, nous reviendrons à vos idées à relativement brève échéance* », a promis le commissaire.

LA COMMUNAUTÉ DE L'ÉNERGIE EXISTE DÉJÀ

²

<http://www.europolitique.info/politiques-sectorielles/appel-de-buzek-et-delors-pour-une-communaute-ue-de-l-energie-artb270981-13.html>

Les réactions sont loin d'avoir été unanimement positives. Le Britannique Giles Chichester (ECR), ancien président de la commission de l'industrie (ITRE) du PE, et rapporteur sur l'actuelle Communauté de l'énergie, a déclaré que la Communauté de l'énergie existait déjà. « M. Buzek semble lui aussi avoir oublié qu'il a fait passer le rapport sur la Communauté de l'énergie », a reproché M. Chichester. Crée en 2006, cette communauté engage les membres d'Europe du sud-est à mettre en oeuvre l'acquis énergétique de l'UE⁽¹⁾.

Les Verts ont saisi l'occasion pour développer leur idée de Communauté européenne de l'énergie renouvelable (ERENE) pour promouvoir une Europe à 100 % renouvelable. L'ancienne commissaire au Budget Michaela Schreyer a présenté une proposition globale sur l'idée en 2008. « Les propositions de Communauté européenne de l'énergie, qui avance Jacques Delors, ne vaudraient que si la communauté se concentre sur un passage rapide vers une économie de l'énergie renouvelable en Europe. Pour l'heure, la communauté de l'énergie que propose Jacques Delors manque d'objectifs politiques clairs », ont estimé les Verts Rebecca Harms (Allemagne) et Claude Turmes (Luxembourg).

Tutti fratelli in un'Europa verde

Energia. Un mercato comune di gas e petrolio, acceleratore pigiato sulle fonti rinnovabili, assistenza ai più

La rivoluzione ecologica sarà il motore dell'integrazione nel prossimo secolo, come il carbone e l'acciaio

SAMI ANDOURA
NOTRE EUROPE - PARIGI

L'Europa è chiamata a fronteggiare numerose crisi: una energetica, con attività che consumano più risorse di quante la natura possa fornire; una ambientale, con cambiamenti climatici che richiedono mutamenti radicali nei modi in cui produciamo e consumiamo energia; una economica e finanziaria che limita la capacità di trovare soluzioni in tempi rapidi.

Tuttavia, queste crisi offrono anche delle opportunità. Lo sviluppo di fonti di energia alternative e sostenibili e di tecnologie «verdi» è la chiave per una nuova rivoluzione industriale, basata sullo sviluppo sostenibile e su innovazioni tecnologiche che ci aiuteranno a uscire dalla crisi economica. Ma l'Europa sceglierà di giocare un ruolo attivo nella prossima rivoluzione industriale o si accontenterà di seguire la via tracciata da altri?

L'Europa ha bisogno di una politica energetica comune per garantire ai cittadini l'accesso all'energia a

**Chi è
Sami Andoura
Analista**

RUOLO: È RESEARCH FELLOW DI «NOTRE EUROPE», IL THINKTANK BASATO A PARIGI E DEDICATO ALL'ANALISI DEI PROBLEMI LEGATI ALL'INTEGRAZIONE EUROPEA

IL SITO: WWW.NOTRE-EUROPE.EU

prezzi stabili e ragionevoli, per mantenere la propria competitività industriale, per promuovere uno sviluppo sostenibile e la transizione a una società a basso tasso di emissioni di carbonio, per assicurare la sicurezza nelle forniture.

Nonostante un aumento dell'attività regolatrice mirata a dar vita a un ampio mercato europeo dell'energia e a combattere i cambiamenti climatici, l'Ue ha faticato a sviluppare una politica comune. Allo stesso tempo, le soluzioni nazionali adottate dagli Stati membri si sono dimostrate inadeguate rispetto al-



Un parco eolico: in Danimarca l'energia del vento rappresenta già il 20 per cento della potenza installata

Lo sapevi?

Un convegno per capire come nascerà la Comunità futura

■ «Verso una Comunità Europea dell'Energia per il XXI secolo»: è il titolo del convegno, promosso a Torino dalla Compagnia di San Paolo e da «Notre Europe» allo scopo di esaminare come la politica energetica europea sia in grado di perseguire 3 obiettivi: la possibilità di un accesso conveniente all'energia; uno sviluppo sostenibile della produzione, del trasporto e del consumo di energia; la sicurezza negli approvvigionamenti.

■ Al centro del confronto ci saranno alcune questioni: l'Europa ha un quadro istituzionale sufficientemente avanzato da promuovere i necessari cambiamenti futuri? Il sistema di regole esistente è sufficiente o dev'essere modificato?

Questi interrogativi possono esseri riassunti in una domanda-chiave: quale quadro istituzionale è necessario per una più efficace politica energetica per l'Europa?

■ A discutere ci saranno Angelo Benessia (presidente della Compagnia di San Paolo), Tommaso Padoa-Schioppa (presidente di Notre Europe ed ex ministro dell'Economia), Sami Andoura (research fellow di Notre Europe), Alberto Majocchi (componente del Consiglio Direttivo del Centro Studi sul Federalismo) e Umberto Quadrino (amministratore delegato della Edison SpA).

■ L'appuntamento è per oggi, alle ore 16,45, all'Archivio di Stato di Piazza Castello 209.

L'obiettivo e hanno aumentato il rischio di risposte divergenti e anche conflittuali di fronte a sfide comuni. Per superare gli ostacoli e i dubbi sulla capacità dell'Ue e dei suoi membri di fronteggiare insieme queste sfide, occorre un nuovo approccio, orientato a una solidarietà e a un'integrazione più profonde. Le questioni energetiche non hanno a che fare solo con l'ambiente e la liberalizzazione del mercato: per questo sono necessarie regole specifiche e un approccio economico, politico e strategico globale.

La creazione in Europa di uno spazio regolativo unico, coerente e integrato per l'energia richiede una serie di misure. Il processo di liberalizzazione deve poter fare affidamento su una rete energetica su scala europea efficiente e adeguata. Devono anche essere messi in atto meccanismi di prezzo in grado di correggere il mercato, quando si dimostra incapace di definire un prezzo dell'energia socialmente accettabile, ma che consentano agli operatori di realizzare gli investimenti necessari.

La diversificazione del mix energetico dell'Europa deve essere poi incoraggiata attraverso un maggiore sostegno alla ricerca e allo sviluppo di nuove tecnologie «verdi» e facendo più affidamento sulle energie rinnovabili. Queste tecnologie richiedono consistenti investimenti. Il che significa che l'Ue deve disporre di risorse finanziarie indipendenti e autonome, incluso il potere di impostare tasse su determinati beni e tipologie di produzione, al fine di finanziare progetti di interesse comune.

Per fare sì che nessun Paese terzo possa mettere in atto riduzioni mirate dell'offerta di energia, l'Ue deve sapersi presentare come un'interfaccia unica nelle relazioni con i partners, siano Paesi produttori o di transito. Il che deve includere la capacità di mettere a disposizione le risorse in modo congiunto, se necessario. In caso di grave crisi energetica, devono essere disponibili riserve strategiche comuni e distribuite con spirito di solidarietà.

L'Europa ha a disposizione

varie opzioni per queste esigenze più radicate, ma promettente, è d Comunità Europea, con regole più rigide. Sulla scia di cesso di revisioni possibili che nei dell'Ue siano più minarsi su questo caso gli Stati fin da ora devono poterlo approccio differenziato, in passato grandi balzi progetto europeo dell'area della moneta un

Una politica mune, ovvia, realizzata da un altro e ci vorrà il corso al dibattit

Il Trattato di permette a di Paesi di fa se gli altri di:

Ma l'Europa non è attesa a attendere. Gli sforzi per una politica comune e caccia devono essere da subito. Ci sono elementi di questa che ulteriori riforme nel quadro di operazione raffigurano quanto previsto dal Trattato

Ecco alcuni prioritarie per lessere andare pare strumenti finanziarie per ricerca e sviluppo alternative a gruppi d'acqua e il gas e il tare gli apprendere con fornitori e così la pol'Ue in quel c: possono sembrano, questi p no a cambia aprendo la via cooperazione campo energetico

XXII SPOLETOSCIENZA
**ARMONIA, ENERGIA E SALUTE:
ANTICHI ACCORDI E NUOVI SPARTITI**
3 LUGLIO ORE 16.00 | HOTEL ALBORNOZ
"SANITÀ, ANTICHI ACCORDI E NUOVE RESPONSABILITÀ"
Tavola Rotonda a cura di SANDRO SPINSANTI
Istituto Giano, Roma

3-4 LUGLIO ORE 10.30 | TEATRO SAN NICOLÒ
"ARMONIE, ENERGIA E SALUTE: NUOVI SPARTITI"
a cura di GILBERTO CORBELLINI e PINO DONGHI

Discussanti: MENOTTI CALVANI, CLAUDIO FRANCESCHI e GIANFRANCO PELUSO

Con la partecipazione di
3 LUGLIO GILBERTO CORBELLINI

RANDOLPH NESE e STANLEY ULJASZEK

Revue de presse

SPOLETOSCIENZA
FONDAZIONE SIGMA-TAU

E' una questione di euro, non di

In Europa i professori lavorano finché sono in grado di attirare fondi per la ricerca

SEGUE DA PAGINA 25

PIERGIORGIO STRATA
UNIVERSITÀ DI TORINO

In questo modo può lavorare finché è in grado di procurarsi finanziamenti, senza i quali si trova in spazi angusti e pagato poco e quindi preferisce accedere al suo orario pensionamento. L'età del pensionamento dipende, dunque, da un sistema severamente meritocratico nell'assegnazione dei finanziamenti che da noi manca.

cessò di continuare il loro lavoro. La stessa cosa potrebbe avvenire da noi, ma accettando di abbassare l'età della pensione a 65 anni e lasciando che i docenti in pensione che hanno ottenuto cospicui e prestigiosi finanziamenti possano continuare la loro attività di ricerca, magari limitando il loro numero al 5% con contratti a termine.

L'abbassamento del limite a 65 anni avrebbe un risvolto molto positivo sotto un altro aspetto. Si libererebbero entro pochi anni 30 mila posti. Con il 50% di quanto l'università risparmia si possono reclutare un numero simile di nuove leve come professori associati, mentre il rimanente 50% compenserebbe almeno in parte il severo taglio previsto ai finanziamenti, che in ogni caso si auspica venga ridotto. Se i nuovi docenti saranno reclutati su base altamente meritocratica, questo potrebbe costituire l'inizio di un vero cam-

dinario» dovrebbe essere finanziamento premiale di dipartimenti, in base al ciascuno di essi, visto, per esempio, Gelmini pone il doppio della struttura chiave del nucleo di meccanismo è un condò è ora istituito anche lo «European Research

catori che fanno domande di ricerca devono ricevere il costo totale e lasciati il luogo dove spendere i soli

In questo modo i dipartimenti debbono andare cercatori «ricchissimi». Inoltre questi ricercatori saranno incentivati ad scommettere per creare infrastrutture e favorevoli a poter sì nel modo più produttivo

Italy



06.05.2010

L'assessore Montanari a Bruxelles per il "Patto dei sindaci" sull'energia sostenibile¹⁸

Si è svolto ieri a Bruxelles, alla presenza del Presidente del Parlamento Europeo, Jerzy Buzek, del Presidente della Commissione Europea, José Manuel Barroso, e del Commissario Europeo per l'Energia, Günter Oettinger, la Cerimonia del Patto dei Sindaci alla quale in rappresentanza del Comune di Genova si è recato l'assessore al Piano d'Azione per il Patto dei Sindaci Pinuccia Montanari, appuntamento annuale a sostegno del ruolo dei governi locali nella lotta al cambiamento climatico.

Nel programma ufficiale sono presenti anche il Primo Ministro spagnolo, José Luis Rodriguez Zapatero, presidente di turno dell'Unione Europea e alcuni Sindaci europei, tra i quali Gianni Alemanno, sindaco di Roma. Alla cerimonia sono stati invitati tutti i sindaci europei che hanno aderito formalmente al Patto dei Sindaci nel corso dell'ultimo anno, nello specifico tra il 10 febbraio 2009 e il 12 aprile 2010. Dopo l'adesione formale, avvenuta in Italia attraverso l'approvazione di un'apposita delibera del Consiglio Comunale, si invitano i sindaci a firmare simbolicamente il Patto alla presenza dei rappresentanti delle istituzioni europee. Il Patto dei Sindaci è la principale iniziativa europea che coinvolge le città nel perseguimento degli obiettivi comunitari fissati per il 2020, al fine di migliorare in maniera significativa l'efficienza energetica e l'utilizzo delle fonti energetiche rinnovabili a livello locale, ove le politiche e misure inerenti alcuni settori chiave, come i trasporti e l'edilizia, risultano più importanti. Le città che aderiscono al Patto dei Sindaci dovranno adottare uno specifico Piano di Azione per l'Energia Sostenibile (PAES) – o SEAP, Sustainable Energy Action Plan - finalizzato a sostenere proprio gli obiettivi fissati dall'Unione Europea. In particolare, il principale obiettivo consiste nella riduzione di almeno il 20% delle emissioni di CO₂ attraverso una maggiore efficienza energetica, un maggior ricorso alle fonti di energia rinnovabile e ad appropriate azioni di promozione e comunicazione. Le azioni attuate nelle città ed inserite nell'ambito dei PAES, potranno dare un notevole contributo al raggiungimento degli obiettivi di riduzione delle emissioni climalteranti fissati a livello comunitario per il 2020. Inoltre, le città sono il primo punto di contatto tra i cittadini e l'amministrazione pubblica. Il loro ruolo nelle attività di comunicazione ed informazione è cruciale e spesso più efficace delle iniziative a livello europeo, nazionale o regionale. Il Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare, focal point per l'attuazione della campagna Energia Sostenibile per l'Europa (Sustainable Energy Europe - SEE) in Italia, nell'ambito della quale si situa il Patto dei Sindaci, sta coordinando le azioni a livello nazionale al fine di sostenere e coinvolgere sempre più città nell'iniziativa. Sono oltre 1.600 le città europee che fino ad ora hanno aderito formalmente al Patto dei Sindaci.

Circa 400 quelle italiane e, di queste, una numerosa rappresentanza (circa 200) di quelle che hanno aderito nel corso dell'ultimo anno sono presenti alla cerimonia di oggi. Questo risultato, estremamente positivo, è stato possibile raggiungerlo soprattutto grazie alla consapevolezza già diffusa in alcune nostre città, all'azione di promozione portata avanti dal Ministero in collaborazione con le stesse città e all'azione delle prime Strutture di Supporto già operanti

¹⁸ <http://www.cittadigenova.com/Genova/Cronaca/L-assessore-Montanari-a-Bruxelles-per-23595.aspx>

nel nostro Paese (15 al momento, per lo più Province) che, in sinergia con l'azione della Commissione Europea e del Ministero dell'Ambiente, promuovono il Patto dei Sindaci su scala territoriale. L'anno 2009 è stato eccezionale per il consolidamento del Patto dei Sindaci nel nostro Paese: oltre 400 città, dal nord al sud dell'Italia, hanno già preso un impegno formale per rispettare gli obiettivi del Patto e il 2010 sarà l'anno nel quale i primi Piani di Azione vedranno la luce inserendo le città tra gli attori principali per la riduzione delle emissioni di gas serra. Il 28 aprile, il Comune di Avigliana (To), primo in Italia, ha approvato in Consiglio Comunale il proprio Piano di Azione per l'Energia Sostenibile. Sul sito <http://www.campagnaseeitalia.it/il-patto-dei-sindaci> si può trovare la lista completa delle città che hanno aderito ad oggi al Patto dei Sindaci.

Switzerland

<http://www.24heures.ch/>

Grèce: Jacques Delors regrette le temps perdu pour défendre l'euro⁷

BRUXELLES, 5 MAI 2010 | L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a regretté le temps perdu pour défendre la Grèce et l'euro, tombé mercredi à son niveau le plus bas depuis un an face au dollar du fait des craintes d'une contagion de la crise.

AFP | 05.05.2010 | 16:23

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a regretté le temps perdu pour défendre la Grèce et l'euro, tombé mercredi à son niveau le plus bas depuis un an face au dollar du fait des craintes d'une contagion de la crise. "Les pompiers sont à l'oeuvre" pour défendre l'euro mais "il faut dire qu'ils y ont mis du temps", a lancé le Français au cours d'un débat au Parlement européen. "Cela explique peut-être les rebondissements négatifs d'aujourd'hui", a-t-il estimé. L'euro est tombé mercredi à un nouveau plus bas depuis plus d'un an, chutant sous le seuil de 1,29 dollar pour la première fois depuis fin avril 2009, pénalisé par des craintes accrues d'une contagion de la crise grecque au sein de la zone euro. "Les semaines de tergiversations, de discussions sérieuses diront certains, n'ont fait que raviver la spéculation et nourrir l'euroscepticisme", a regretté M. Delors, pour qui les seize pays de l'euro n'ont "rien vu venir depuis des mois". "Maintenant, c'est la peur qui est devenue bonne conseillère et non pas la vision politique ou l'espoir", a-t-il jugé. "Que la peur continue à être bonne conseillère et que nous prenions les moyens pour résister à la spéculation, qui est d'autant plus immorale que ce sont ces mêmes spéculateurs qui ont été aidés par les gouvernements nationaux il y a pas longtemps!", a ajouté M. Delors.

La zone euro "a les moyens de faire face aux événements d'hier, d'aujourd'hui ou de demain", a-t-il insisté, "ce qui lui manque simplement c'est la volonté et l'esprit de coopération". M. Delors était venu mercredi à Bruxelles pour plaider, avec le président du Parlement européen Jerzy Buzek, pour la création d'une véritable "Communauté européenne de l'Energie, une nouvelle CEE". Eventuellement avec "un premier noyau d'Etats membres (de l'UE) prêts à s'engager". Ils jugent indispensable que l'Union européenne "dispose d'une seule interface dans ses relations avec ses partenaires extérieurs", alors qu'un quart du gaz consommé par les Européens est d'origine russe.

M. Delors a vivement critiqué le ballet diplomatique européen avec la Russie, avec ses chefs de gouvernements allant chacun leur tour "taper à la porte" du Premier ministre russe Vladimir Poutine ou du président russe Dmitri Medvedev. Il a également fustigé le fait "que chacun s'intéresse à tel ou tel gazoduc aux dépens de l'intérêt général". "Il faut être respecté en tant qu'Europe", a-t-il dit, en précisant que l'un des objectifs d'une telle Communauté européenne de l'énergie est d'avoir "une accessibilité aux sources d'énergie au meilleur prix possible".

⁷ <http://www.24heures.ch/depeches/monde/grece-jacques-delors-regrette-temps-perdu-defendre-euro>

Netherlands

Europa NU

Delors presenteert plannen nieuw Europees verdag voor een energiegemeenschap (en)⁸

Met dank overgenomen van [EU observer](#), gepubliceerd op 5 mei 2010, 18:03.

EUOBSERVER / BRUSSELS - Former European Commission president [Jacques Delors](#) on Wednesday (5 April) tabled proposals for a new EU treaty establishing an energy community and criticised the lack of political will in dealing with the eurozone's problems, saying Europe needed "architects" just as much as "firefighters."

The 84-year-old French economist presided over the European Commission between 1985 and 1994 and is considered one of the architects of European integration following the end of the Cold War and Germany's re-unification.

The report he presented on Wednesday, drafted by a group of lawyers and academics, makes the case for an "EU energy community" based on a new treaty. It draws its inspiration from the European Coal and Steel Community founded in 1950, which set the ground for what later became the EU.

Sixty years on, Mr Delors made the case for a unified energy community, which would also include the leap to "green technologies" needed to reach the climate change mitigation targets.

The proposal includes concrete measures ranging from an EU energy fund to "purchasing groups" of countries, so as to give them greater negotiation leverage in relations with suppliers like Russia.

Although recognising the "difficult circumstances for our economies and finances," in reference to the Greek bail-out and market speculation concerning other troubled euro-countries, Mr Delors emphasised the need for EU "architects" just as much as "firefighters."

"We need blueprints during this period of time," he said, criticising the lack of co-operation at the EU level.

The report sees three ways of achieving this energy community: via a new EU treaty, via "common actions" or via "re-inforced co-operation," pooling together countries who want the same things and gradually attracting more members - similar to the eurozone or the border-free [Schengen](#) area.

"I know there is a certain fatigue of some governments to draw up another treaty, but one should value the power of treaties, which helped a lot in terms of growth of our countries, mutual understanding and peace. A treaty also implies a common set of rules everybody respects. A treaty is an element of EU architecture," Mr Delors argued.

He also noted a certain "allergy" when it comes to reinforced co-operation, but stressed that this was the only solution in a union of 27, "where some want to go faster than others."

Mr Delors' proposals were received rather coolly by EU energy commissioner Guenther Oettinger, who said that the Lisbon Treaty actually has a specific article on energy matters, allowing for EU legislation in this field.

⁸ <http://m.europa-nu.nl/9353000/1/j9vviaekvp0oeyh/viexp1w4ejz7?ctx=vi91esyk9ewh>

"My duty is to use article 194 of the Lisbon Treaty for legislative proposals. If after analysis, this article is not enough, your proposals will come back on the table," Mr Oettinger said.

A former regional politician in Germany, Mr Oettinger also stressed the principle of "subsidiarity" enshrined in the EU treaty, meaning that rules and regulations have to be drafted as closely to the citizen as possible - by regional or national assemblies and appeal to the EU level only when absolutely needed.

No leadership from Germany

Asked in a later press conference how he saw Germany's reluctance to help out the Greeks, Mr Delors said that "weeks of tergiversation, of discussions, even if some may argue there were serious discussions, only incited market speculations and fuelled euro-scepticism."

"But EU's economic and monetary union has the means to face the events of yesterday, today or tomorrow. It simply lacks the will to and the spirit of co-operation," he added.



Shakespeare in Brussel⁹

06.05.2010



6 mei 2010 - Jacques Delors pleit voor een Europees Energie Gemeenschap. "The EU must have the ability to pool its supply capacities and to engage in coordinated energy purchasing." Dit pleidooi is geheel in lijn met zijn eerdere uitspraken in een interview met ScienceGuide: "We moeten zien te komen tot een samenhangend energiebeleid, *L'union fait la force.*"

Tijdens de presentatie van het rappoert 'Towards a European Energy Community: A Policy Proposal' van zijn eigen denktank 'Notre Europe' ging de oud-commissievoorzitter in het Europees Parlement stevig te keer tegen het beleid van de individuele lidstaten. Hij vergeleek de individuele gedragingen van de EU-landen tegenover Rusland met de vechtende families Montague en Capulet uit Shakespeare's Romeo en Julia. "The European Union must present a single interface in relations with its external partners, both producer and transit countries. The EU must have the ability to pool its supply capacities and to engage in coordinated energy purchasing," aldus Delors.

In een recent interview met ScienceGuide pakte Jacques Delors op dit terrein al opmerkelijk stevig uit: "Neem nu energie. Je ziet dat ieder land op zich gesprekken wil voeren met Medvedev en met Poetin. Wat ontbreekt is een 'energiegemeenschap' in Europa. Je moet zien te komen tot een samenhangend beleid, want '*nous sommes les déemandeurs!*' Tegelijkertijd zouden wij als Europa veel kunnen inbrengen in het wereldwijde energiebeleid vanwege de kennis die bij ons aanwezig is op het gebied van CO2-reductie en opslag, klimaatvraagstukken en efficiënt energieverbruik. Je staat veel sterker als je zo met Poetin praat. *'L'union fait la force'.*'"

⁹ <http://www.scienceguide.nl/201005/shakespeare-in-brussel.aspx>

Poland

rp.pl

Powrót europejskiej wspólnoty energetycznej¹⁰

Anna Słojewska 06-05-2010, ostatnia aktualizacja 06-05-2010 03:05

Początkiem współpracy mogłyby być wspólne zakupy energii



źródło: EUROPEAN PARLIAMENT

Jacques Delors były przewodniczący Komisji Europejskiej i Jerzy Buzek szef Parlamentu Europejskiego
+zobacz więcej

Początkiem Unii Europejskiej było porozumienie energetyczne – Europejska Wspólnota Węgla i Stali. Ale przez 60 lat o tym zapomniano. Dziś przewodniczący Parlamentu Europejskiego Jerzy Buzek próbuje rozpropagować idę wspólnoty energetycznej. Pozyskał do tego postacie kluczowe dla integracji europejskiej. Jacques Delors, były wieloletni przewodniczący Komisji Europejskiej, a także Tommaso Padoa Schioppa, były minister finansów Włoch i członek pierwszej Rady EBC. Obaj wymyślili i współtworzyli strefę euro. Dziś popierają współpracę w dziedzinie energii.

Zdaniem Padoa Schioppa obecna sytuacja oddania strategii energetycznej w ręce pojedynczych państw ogranicza rozwój UE.

– Pogarsza jej bezpieczeństwo międzynarodowe oraz ogranicza możliwości działania na arenie międzynarodowej – mówił wczoraj Padoa Schioppa.

O tym, jak zmienić sytuację, mówi raport przygotowany pod patronatem organizacji Notre Europe, której szefem jest Jacques Delors. Pomyśły zawarte w raporcie są ambitne, ale były szef KE wie, że nie da się tego osiągnąć od razu. – Można zastosować rozwiązania sprawdzone przy tworzeniu strefy Schengen i euro. Zaczynamy w mniejszej grupie, a potem dołączają kolejni zainteresowani, widząc pozytywne efekty – uważa Delors.

Konkretnie dziedziny takiej wzmacnionej współpracy podawał Jerzy Buzek. – Zaczniemy od grup zakupowych, które wspólnie negocjowałyby kontrakty gazowe na rynkach światowych. Teraz kraje UE konkurują między sobą – mówił Buzek. Współpraca mogłaby też dotyczyć połączeń sieciowych oraz wspólnych projektów w dziedzinie badań i rozwoju. Ostatecznie ambitny projekt miałby nawet doprowadzić do stworzenia Europejskiej Wspólnoty Energetycznej, z własnym traktatem. Politycy ambitnie liczą, że tak jak deklaracja Schumana wydana w 1950 roku doprowadziła do uzgodnienia już siedem lat później traktatów rzymskich, tak deklaracja Buzka i Delorsa da konkretne efekty w postaci wspólnoty energetycznej.

Raport przygotowany pod egidą Notre Europe przewiduje także wspólne działania na rzecz gospodarki niskowęglowej oraz harmonizację opodatkowania energii w takim kierunku, żeby zachęcać do oszczędności i do przechodzenia na źródła odnawialne. Jak podkreślał Mark van der Woude, jeden z autorów raportu, w dziedzinie bezpieczeństwa energetycznego

¹⁰ http://www.rp.pl/artykul/471565_Powrot_europejskiej_wspolnoty_energetycznej.html

działanie rynku jest niewystarczające. – Nie możemy na nim w pełni polegać. Przykładem są rezerwy strategiczne – powiedział van der Woude.

Komisja Europejska na razie życzliwie przygląda się inicjatywom z zewnątrz. W najbliższym czasie sama ma przedstawić dokument o tym, jak realizować założenia o współpracy energetycznej zapisane w traktacie lizbońskim. Obowiązuje on dopiero od 1 grudnia 2009 roku.

– Myślę, że w nieodległej przyszłości wróćmy do pomysłu założycieli Unii, którzy ideę polityczną oparli na surowcach energetycznych – stwierdził Gunther Oettinger, unijny komisarz ds. energii. Zapewniał, że propozycje Komisji będą brały pod uwagę interesy i obawy mniejszych państw członkowskich, a także tych, którzy są w Unii dopiero od kilku lat. Ponowił swoje poparcie dla projektu Nabucco, który ma dostarczać gaz z Azji Środkowej do Europy, z pominięciem Rosji.

masz pytanie, wyślij e-mail do autorki



J. Buzek et J. Delors réaffirment leur soutien en faveur d'une Communauté européenne de l'énergie²⁰

07.05.2010

Le président du Parlement européen Jerzy Buzek et l'ancien président de la Commission, Jacques Delors, ont présenté mercredi 5 mai une déclaration appelant à la création d'une Communauté européenne de l'énergie, pour garantir l'accès à l'énergie à un prix stable et raisonnable, maintenir un haut niveau de compétitivité, promouvoir le développement durable et le passage à une société pauvre en carbone. Pour les deux hommes, les politiques de libéralisation du secteur, bien que couronnées de succès, se révèlent aujourd'hui insuffisantes. Ce constat appelle à la mise en place d'une « politique énergétique commune efficace, cohérente et intégrée », qui permette de mobiliser l'investissement, afin de stimuler les perspectives industrielles de demain et d'assurer la sécurité d'approvisionnement de l'Union. Elle pourrait être menée via « une coopération renforcée » au sein d'un « premier noyau d'États membres prêts à s'engager » dans les domaines suivants : renforcement des réseaux énergétiques, recours accru aux renouvelables, investissements substantiels dans la R&D de technologies vertes, mesures d'efficacité énergétique au niveau de la production et de la consommation finale, mise en commun – si nécessaire – des capacités d'approvisionnement et porte parole unique pour les relations avec les pays tiers.

²⁰ http://presse.ufe-electricite.fr/rphebdo_includes/mailing/2010-05-05.html

Belgium



Commission consults on energy plan for 2011-20²¹

ENDS Europe
Friday 7 May 2010

The European Commission has launched a consultation on an energy strategy for the next ten years. A consultation paper released on Friday asks stakeholders to outline ways in which existing legislation can be better implemented.

The document, prepared by the commission's energy department, refers to various aspects of energy policy such as infrastructure, the EU's economic recovery plan, the emissions trading scheme, renewables and energy security issues.

The objective is to smooth over implementation flaws arising from the EU's 2007 action plan for energy. The lack of a European infrastructure framework is singled out as being particularly troublesome. Spain has also proposed an action plan for 2010-14.

The consultation swiftly follows on from a joint declaration by European Parliament president Jerzy Buzek and former commission president Jacques Delors in which they called for a "European Energy Community" with a fully liberalised market.

The commission foresees an energy strategy involving projects from cities and regions and actions at both member state and EU level. Energy commissioner Günther Oettinger has proposed to allocate unspent EU recovery funds to cities and regions.

Stakeholders' input will be analysed and included in the strategy, which will be put to the European Council in March next year. If adopted, it will cover the period 2011-2020, according to the energy department. The consultation will run until 2 July.

²¹ <http://www.endseurope.com/23896>

Germany

rebecca-harms.de

Nur mit Fokus auf Erneuerbare ist eine EU-Energiegemeinschaft sinnvoll²⁴

5.5.2010

Delorsplan für Energiegemeinschaft

Der frühere Kommissionspräsident Jaques Delors hat heute zusammen mit Energiekommissar Günther Oettinger und dem Präsidenten des EU-Parlaments Jerzy Buzek seinen Vorschlag für eine europäische Energiegemeinschaft auf einer Pressekonferenz im Europaparlament vorgestellt (1). **Rebecca Harms**, Vorsitzende der Grünen/EFA-Fraktion, und **Claude Turmes**, stellvertretender Vorsitzender der Grünen/EFA-Fraktion, erklären dazu:

"Der Vorschlag für eine europäische Energiegemeinschaft ist nur dann sinnvoll, wenn durch die Gemeinschaft der Umbau in eine vollständig Erneuerbare Energieversorgung beschleunigt wird. Dem bisherigen Vorschlag von Jaques Delors fehlt dieses klare Ziel.

Die Transformation in eine 100%ig Erneuerbare Energieversorgung wird Europa nicht nur unabhängiger von Energieimporten machen und helfen die Klimaziele zu erreichen, es wird auch der europäischen Wirtschaft helfen. Zu diesem Ergebnis kamen mehrere Studien, die in den letzten Monaten veröffentlicht wurden (2). Die Studien haben außerdem belegt, dass eine vollständig erneuerbarer Energieversorgung nicht nur grüne Wunschvorstellung, sondern ein realistisches Ziel ist, das die EU bis 2050 erreichen kann. Dabei ist diese Energieoption keineswegs teurer als andere Vorschläge.

Wir Grüne haben schon lange eine europäische Gemeinschaft für Erneuerbare Energien (ERENE) gefordert, die die Idee einer vollständig erneuerbare Energieversorgung für Europa vorantreiben soll. Die frühere EU Kommissarin Michaele Schreyer, eine deutsche Grüne, hat bereits im Jahr 2008 ein Konzept für ERENE vorgestellt (3). Die Gemeinschaft soll die Zusammenarbeit der Mitgliedsstaaten im Bereich der Erneuerbaren verbessern, gemeinsame Finanzierungsinstrumente für Forschungsprojekte schaffen und den Ausbau intelligenter europäischer Netze voranbringen, die zu 100% von Erneuerbaren Energien gespeist werden. An diesen Vorschlägen sollte sich eine europäische Energiegemeinschaft orientieren."

²⁴

<http://www.rebecca-harms.de/index.php/presse/nur-mit-fokus-auf-erneuerbare-ist-eine-eu-energiegemeinsch-21670>